

LES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES PRÉSENTÉES À LONDRES

L'Algérie courtise les investisseurs anglais

2024 s'est ouvert en Algérie, sous le signe du renouveau. Petit à petit, l'industrie reprend de la vigueur comme en atteste le retour des grandes marques automobiles sur le marché local. Et le pays souhaite aussi s'engager sur la voie de la nouvelle économie comme le prouve la volonté de développer la culture « Start-Up » auprès de la jeunesse. P 3



ONS

Baisse de l'inflation à 5,7% en août

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une hausse de 1,0 % en août 2024 par rapport au mois précédent, soit, de moindre ampleur que celle observée au même mois de l'année précédente (+2,2 % en août 2023 par rapport à juillet 2023), selon la dernière Note de l'Office national des statistiques (ONS). Cette tendance (+1,0%), proche de celle inscrite au mois précédent (+0,8%), résulte essentiellement de la hausse des prix des biens alimentaires qui marque une variation de +2,0 %, précise-t-il.

P 2

HYDROCARBURES,
ÉNERGIE, FORMATION

Arkab réaffirme la disponibilité de l'Algérie à accompagner le Niger



Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu hier, au siège de son département ministériel, le ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou, en visite en Algérie à la tête d'une importante délégation de responsables et cadres du Premier ministre, du secteur des hydrocarbures et de la Société nationale nigérienne du pétrole «SONIDEP».

P 3

CHANGEMENTS CLIMATIQUES
EN ALGÉRIE

Un plan national d'adaptation en cours d'élaboration

L'Algérie est confrontée récemment à des défis climatiques importants, notamment des inondations dévastatrices dans plusieurs wilayas du sud. Ces événements sont intimement liés aux changements climatiques, une réalité reconnue par le GIEC, groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat, qui souligne la vulnérabilité significative du pays face à ces variations.

P 5

SOCIÉTÉ PUMPEX ALGÉRIE
**De l'importation
à la fabrication
de pompes** P 2

APPARITION DE CAS DE DIPHTÉRIE
ET DE PALUDISME DANS LE SUD

**Dr Fourar : « La situation
est sous contrôle »** P 5

FORMATION
PROFESSIONNELLE/SESSION
D'OCTOBRE 2024

**Prolongation de la période
des inscriptions
préliminaires** P 4

SOCIÉTÉ PUMPEX ALGÉRIE

De
l'importation à
la fabrication
de pompes

La société Pumpex Algérie s'oriente vers la fabrication des pompes, à des taux d'intégration en constante augmentation depuis sa création en 2021 en tant que société spécialisée dans l'importation de ce type de machines, bénéficiant du cadre général fourni par l'Etat pour encourager l'industrie locale. Le directeur technique et commercial de la société basée dans la wilaya de Boumerdes, Hammi Antar a indiqué, dans une déclaration à l'APS en marge du Salon international des industries chimiques, clôturé vendredi au Centre des conventions "Mohamed Ben Ahmed" d'Oran, que "l'entreprise a bénéficié d'un climat général des affaires qui encourage et soutient l'industrie locale en favorisant la sous-traitance avec les grandes entreprises comme Sonatrach et des fabricants locaux". Il a rappelé que la Société s'est lancée en 2021 dans l'importation des pompes utilisées dans divers domaines industriels, à l'instar des industries pétrolières, alimentaires et la fabrication de peinture, puis dans leur installation après l'ouverture d'un atelier en 2022 et leur fabrication avec un taux d'intégration actuel de 40 pour cent. La même source a fait savoir que la société coopère avec de nombreuses sociétés qui fournissent diverses pièces, comme la Société nationale des moteurs "Onal" située à Azazga (Tizi Ouzou), relevant que Pumpex a réussi à concevoir et à installer 12 systèmes de pompage aux normes internationales, auparavant importés à des coûts élevés. La fabrication locale de ces pompes a permis de réduire leur coût de pas moins de 40 pour cent, a fait remarquer M. Hammi, notant que traiter avec une usine locale présente de nombreux avantages. En plus du prix, le détenteur de la commande peut visiter le site et demander des modifications, de même que bénéficier d'un service d'installation après-vente, nonobstant la réduction du délai de réalisation des systèmes de pompage à six semaines.

R E.

ONS

Baisse de l'inflation
à 5,7% en août

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une hausse de 1,0 % en août 2024 par rapport au mois précédent, soit, de moindre ampleur que celle observée au même mois de l'année précédente (+2,2 % en août 2023 par rapport à juillet 2023), selon la dernière Note de l'Office national des statistiques (ONS). Cette tendance (+1,0%), proche de celle inscrite au mois précédent (+0,8%), résulte essentiellement de la hausse des prix des biens alimentaires qui marque une variation de +2,0 %, précise-t-il.

Par Selma R

En effet, les prix des produits agricoles frais affichent une hausse de 3,4 %, des augmentations plus ou moins importantes définissent cette catégorie de produits. La plus marquante est celle de la viande de poulet (+28,7%), à des degrés moindres, on retrouve les fruits (+10,5%) et la viande et abats de mouton (+1,6%). Par ailleurs, les prix des biens alimentaires industriels accusent une hausse de 0,4%. Les prix des produits manufacturés et des services varient modérément de +0,1 % et +0,2 % respectivement. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois d'août 2024, une hausse de 0,3 % par rapport au mois précédent. Au mois d'août 2024 et par rapport au même mois de l'année 2023, la variation des prix à la consommation est de +4,5 %. Quand au rythme d'inflation annuel (septembre 2023 à aout 2024/sep-tembre 2022 à août 2023) est de +5,7 %. Après s'être maintenue à plus de 9 % en 2022 et en 2023, l'inflation a commencé à décélérer pour s'établir au mois de mars à

8,1%, à 7,4% en avril et à 6,8 % en mai 2024. En effet, l'inflation poursuivre sa décélération cette année et en 2025. Une batterie de mesures a été prise par le gouvernement la maîtrise des prix, en mettant en place un dispositif spécial pour l'approvisionnement du marché, la distribution et contrôle des prix. Ainsi, l'Etat a adopté une stratégie pour l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages, en procédant à des revalorisation des salaires et pensions. Dans son plan d'action, le gouvernement veut ramener le d'inflation à 4 et 4,5% dans le moyen terme. C'est l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son programme présidentiel pour ce second mandat.

Hausse des prix des biens alimentaires de 2%

Les prix des biens alimentaires enregistrent une augmentation de 2,0% en août 2024, par rapport au mois précédent qui s'est défini par une variation très en deçà, soit, +0,6%. Les prix des produits agricoles frais marquent un taux de +3,4%, en raison essentiellement des hausses ins-

crites par la viande de poulet et les fruits (respectivement +28,7% et +10,5%). Aussi des variations respectives de +4,5% et de 15,9% sont enregistrées pour les légumes et les œufs. Les prix des produits alimentaires industriels inscrivent une hausse de 0,4%, dû essentiellement au prix du café qui enregistre, encore une fois, une hausse, de près de 3,8%. En août 2024 et par rapport à août 2023, l'évolution des prix des biens alimentaires enregistre une variation de +4,3%. Les prix des produits agricoles frais affichent une hausse de 5,8% avec essentiellement +67,9% pour la pomme de terre. Par ailleurs, les prix des biens alimentaires industriels indiquent un taux de +2,5%, avec une variation tangible de +36,9% pour le café, thé infusion. 2.2. Produits manufacturés non alimentaires et services En août 2024 et par rapport au mois précédent, les prix des produits manufacturés et des services enregistrent des hausses respectives de 0,1% et 0,2%. En août 2024 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés est proche de +5,7%, celle des services est de +1,9%.

EMPLOI

Signature d'une convention de partenariat
entre Djezzy et l'ANEM

L'entreprise publique des télécommunications Djezzy et l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) ont signé une convention de partenariat visant à digitaliser le processus de recrutement et à promouvoir l'employabilité, indique samedi un communiqué de Djezzy. La cérémonie de signature, s'est tenue au siège de Djezzy à Alger, en présence des directeurs généraux de Djezzy, Mahieddine Allouche, et de l'ANEM, Abdelkader Djabeur. Cette convention a pour but de "digitaliser le processus de recrutement de Djezzy à travers la plateforme OGC, permettant à l'entreprise, en tant que grand compte, de déposer ses offres d'emploi en ligne via le système Wassit et Wassit Online de l'ANEM". Ce partenariat "marque une étape clé dans la modernisation des ser-

vices de recrutement, renforçant ainsi la synergie entre le secteur public économique et l'ANEM, afin de canaliser et promouvoir l'emploi dans le pays", ajoute le communiqué. En vertu de cette convention, Djezzy s'engage à "utiliser la plateforme OGC pour déposer ses offres d'emploi et sélectionner des candidats qualifiés". De son côté, l'ANEM "assurera la création de comptes en ligne pour Djezzy et garantira le traitement des offres dans un délai de cinq jours, réduisant ainsi le temps de traitement des offres d'emploi et offrant des opportunités de placement des candidats à travers l'ensemble des agences ANEM dans les 58 wilayas dans le cadre d'un processus qui garantit le retour d'information à l'issue du recrutement", relève le communiqué.

Cette convention symbolise "une nouvelle étape dans la collaboration entre le secteur public et les services de l'emploi en Algérie. L'ANEM, en tant que principal service public de l'emploi, continue d'assumer son rôle central d'intermédiation entre l'offre et la demande d'emploi, avec un accompagnement personnalisé et une utilisation accrue des technologies modernes pour une meilleure performance", note la même source. De son côté, Djezzy, "en pleine transformation numérique, fait de la ressource humaine un pilier de sa stratégie de développement et s'engage non seulement à attirer les meilleurs talents algériens, mais aussi à les retenir au sein de projets innovants et à forte valeur ajoutée pour l'économie nationale", conclut le communiqué.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LES OPPORTUNITÉS D’AFFAIRES PRÉSENTÉES À LONDRES

L’Algérie courtise les investisseurs anglais

2024 s'est ouvert en Algérie, sous le signe du renouveau. Petit à petit, l'industrie reprend de la vigueur comme en atteste le retour des grandes marques automobiles sur le marché local. Et le pays souhaite aussi s'engager sur la voie de la nouvelle économie comme le prouve la volonté de développer la culture « Start-Up » auprès de la jeunesse.

Par Réda Hadi

En prime, l'État algérien a ouvert de nombreux chantiers dans l'éducation, la santé, le tourisme ou encore la transition énergétique, autant de domaines qui appellent à de nouveaux investissements privés et à de nouvelles compétences. La solution " Choose Algeria " a été élaborée pour permettre aux investisseurs étrangers de se lancer en Algérie avec confiance. Et c'est de cette option qu'il s'est agi lors d'une table ronde sur les grandes opportunités de partenariat offertes par le marché algérien et organisée à Londres. L'Algérie a carrément tourné le dos au dirigisme et pour cela a modifié profondément et structuellement sa législation, en prenant en considération les profonds changements dans la situation économique du pays, à travers la consolidation de la production et de l'outil national de production, notamment les start-up labélisées, les petites-entreprises ou les micro-entreprises. Durant cette table ronde, organisée par la Chambre de Commerce arabo-britannique et en présence de près d'une centaine de représentants de groupes économiques et d'entreprises

diverses, l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Nourredine Yazid, a saisi cette opportunité pour étaler le potentiel économique de l'Algérie en termes d'investissements, de commerce et de partenariats et informer des nouveautés en matière de législation et de stimulants pour améliorer davantage le climat des affaires. La question posée était de savoir, s'il faut-il investir en Algérie en 2024 ? À priori, tous les indicateurs sont au vert (croissance de 4,3 % en 2023 (source : FMI)) pour envisager de se lancer dans l'aventure entrepreneuriale dans notre pays. Chiffres et rapports de la Banque mondiale et du FMI à l'appui, l'ambassadeur a montré que «l'économie algérienne a connu ces dernières années une nouvelle dynamique. Elle se renforce et se diversifie, enregistrant une augmentation importante des exportations hors hydrocarbures. Le pays figure aujourd'hui parmi les marchés les plus attractifs de la région». Des réformes profondes et structurelles ont été menées par le gouvernement sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour corriger les déséquilibres économiques à travers l'amélioration de l'environ-

nement de l'investissement, la promotion du commerce extérieur, l'encouragement des initiatives, l'adoption de la numérisation et la réforme de la politique monétaire pour l'aligner sur les transformations économiques mondiales, a souligné M. Yazid, faisant remarquer que l'Algérie a davantage ouvert son économie aux investissements étrangers avec l'approbation de la nouvelle loi sur l'investissement en juillet 2022 et des huit textes d'application en septembre 2022. La transparence et l'égalité de traitement des investisseurs nationaux et étrangers ont été formellement adoptées, ce qui fait que l'Algérie, est considérée comme l'un des pays des plus avantageux et des plus attractifs. De plus, a ajouté l'ambassadeur, l'Algérie qui se profile comme une destination d'investissement attrayante, offre une combinaison unique d'avantages comparatifs pour les entrepreneurs : la proximité des marchés, la connectivité régionale, le potentiel en tant que centre logistique, la stabilité géopolitique, les ressources naturelles, les conditions climatiques variées, les opportunités régionales, l'accès à de nouveaux marchés et la possibilité de créer des zones éco-

nomiques spéciales. Sans compter l'écosystème favorable à l'investissement que constituent les réseaux électriques et de gaz naturel vastes et modernes, les réseaux routiers et ferroviaires, les ports, etc. Pour l'ambassadeur, l'intérêt croissant porté par les investisseurs étrangers à l'Algérie indique indéniablement l'efficacité de sa stratégie d'ouverture et de diversification économique, qui se concrétise progressivement dans un contexte international de forte concurrence pour la captation des IDE. Résultat, en 2023, l'Algérie a attiré un volume total d'investissements directs étrangers (IDE) de l'ordre de 1,21 milliard de dollars, et se classe au premier rang au Maghreb, a affirmé l'ambassadeur, se référant à un rapport de la CNUCED publié en juin 2024 qui fait ressortir une augmentation significative par rapport aux années précédentes. Yazid a, en conclusion, assuré les hommes d'affaires et les investisseurs britanniques de la détermination des plus hautes autorités algériennes à construire une économie forte, dynamique, résiliente et diversifiée et à garantir toutes les facilités pour attirer et promouvoir les IDE britanniques en Algérie.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN ALGÉRIE

Un plan national d’adaptation en cours d’élaboration

Par Mourad A.

L'Algérie est confrontée récemment à des défis climatiques importants, notamment des inondations dévastatrices dans plusieurs wilayas du sud. Ces événements sont intimement liés aux changements climatiques, une réalité reconnue par le GIEC, groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat, qui souligne la vulnérabilité significative du pays face à ces variations. Salima Cherchali, directrice en charge de l'adaptation aux changements climatiques a souligné l'importance cruciale de l'adaptation, souvent éclipsée par les efforts d'atténuation, et plaident pour l'élaboration d'un plan national d'adaptation. Ce plan devrait prendre en compte les scénarios climatiques futurs et

permettre une compréhension approfondie des vulnérabilités spécifiques du pays. S'exprimant sur les ondes de la radio nationale, Salima Cherchali a expliqué que les inondations récentes sont attribuées à des modifications dans les zones climatiques, notamment la montée de la zone d'échanges tropicaux, qui engendre des événements météorologiques extrêmes. Elle a insisté sur la nécessité de données climatiques précises, dont la collecte et l'analyse doivent être coordonnées entre différents départements, notamment avec l'Office national de la météorologie pour anticiper ces risques. La mise en place de systèmes d'alerte et de stratégies d'adaptation sectorielles est jugée essentielle pour mieux répondre à ces défis.

Elle a également indiqué que le ministère de l'Environnement se positionne en acteur clé, avec un plan national d'adaptation en cours d'élaboration, prévu pour être finalisé d'ici fin 2025. Ce plan vise à renforcer la sensibilisation et les capacités locales, préparant ainsi le pays à faire face aux impacts croissants du changement climatique. Une approche intégrée est requise, tenant compte des impacts des aléas climatiques sur des secteurs variés comme l'agriculture, la santé et les infrastructures. Une approche intégrée est requise, tenant compte des impacts des aléas climatiques sur des secteurs variés comme l'agriculture, la santé et les infrastructures. Egalement, une prise de conscience grandissante parmi les différents secteurs

de la nécessité d'adopter des stratégies d'adaptation. « L'Algérie reconnaît la complexité des enjeux climatiques et l'importance d'une planification stratégique à long terme pour renforcer sa résilience, en se concentrant sur la connaissance, la sensibilisation et le financement des projets d'adaptation. Cette approche proactive permettra d'anticiper les impacts climatiques et de mobiliser les communautés autour des initiatives de durabilité. Investir dans la recherche et le développement facilitera la mise en œuvre de solutions innovantes adaptées aux spécificités du pays. Enfin, une collaboration avec des partenaires internationaux ouvrira des possibilités de financement et favorisera l'échange de bonnes pratiques » a-il déclaré. Bien que des mesures aient déjà été

définies dans le cadre du plan national climat, le financement reste un enjeu majeur. Mme Cherchali met en avant la difficulté d'accéder aux fonds internationaux nécessaires, soulignant que l'Algérie doit intensifier ses efforts pour mobiliser ces ressources, tout en explorant les possibilités offertes par des financements multilatéraux. En somme, l'invité de la radio a évoqué non seulement la complexité des enjeux climatiques en Algérie, mais aussi la volonté collective de s'adapter face à ces défis. La nécessité d'une planification stratégique à long terme est primordiale pour garantir la résilience du pays, avec un accent sur l'amélioration continue de la connaissance, de la sensibilisation et du financement des projets d'adaptation.

HYDROCARBURES, ÉNERGIE, FORMATION

Arkab réaffirmé la disponibilité de l’Algérie à accompagner le Niger

Par Sirine R

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu hier, au siège de son département ministériel, le ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou, en visite en Algérie à la tête d'une importante délégation de responsables et cadres du Premier ministre, du secteur des hydrocarbures et de la Société nationale nigérienne du pétrole «SONIDEP». Cette réunion s'est déroulée en présence de Son Excellence l'Ambassadeur de la République du Niger en Algérie, des cadres du Ministère de l'Energie et des Mines, du Ministère des Affaires Etrangères et de la Communauté Nationale à l'Etranger, des Présidents et Directeurs Généraux des groupes Sonatrach et Sonelgaz, ainsi que les représentants de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Al-naft), précise le ministère dans son communiqué.

Les entretiens ont porté sur l'examen des possibilités de renforcer les relations de coopération existantes entre les deux pays, qualifiées de fraternelles et historiques dans le domaine de l'énergie, notamment dans le domaine des hydrocarbures à travers le Projet de recherche et d'exploration de Sonatrach au niveau du champ pétrolier de Kafra au Nord du Niger qui enregistre des avancées notables et des résultats très encourageants afin d'atteindre les objectifs souhaités par les deux parties. Les ministres des deux pays ont également, ajoute la même source, discuté des moyens de renforcer la coopération et de transférer l'expertise algérienne dans les domaines du raffinage et de la pétrochimie, outre celui de la production, du transport et de la distribution de l'électricité, ainsi que de promouvoir le contenu local dans le domaine de l'énergie. Mohamed Arkab a réaffirmé, dans son discours, la disposition de l'Algérie à accompagner et apporter tout soutien à « nos frères de la République du Niger, notamment dans le

domaine de l'énergie et du développement de l'industrie des hydrocarbures, en s'appuyant sur la transfert de l'expérience, du savoir-faire et de la formation algériens à la partie nigérienne ayant exprimé sa volonté de bénéficier de la formation des cadres et des techniciens pour gérer le secteur des hydrocarbures et œuvrer à la formation d'une main d'œuvre qualifiée. En effet, il a été convenu d'intégrer les cadres nigériens dans les programmes de formation et de formation appliquée au niveau des instituts de Sonatrach. Cette réunion a également constitué l'occasion de discuter de l'avancement du projet stratégique du Gazoduc Transsaharien (TSGP), et de souligner la poursuite des réunions de coordination pour étudier les différents aspects du projet, ainsi que d'examiner l'étendue de la mise en œuvre des décisions prises lors des réunions qui ont réuni les trois ministres chargés des hydrocarbures de l'Algérie, du Niger et du Nigeria, lit-on également dans le communiqué. A cet égard, le ministre nigérien du pétrole a

souligné l'importance du projet de gazoduc transsaharien afin de lui donner un nouvel élan et de bénéficier de ses effets positifs sur le développement social et économique des trois pays, ainsi que de la préparation de son pays à reprendre les consultations et tenir dans les semaines à venir une réunion incluant les ministres du pétrole des trois pays. Il a également exprimé sa grande satisfaction de cette rencontre, ainsi que des relations entre la Sonatrach et la Société nationale pétrolière SONIDEP, exprimant ses profonds remerciements à l'Etat algérien pour sa pleine disponibilité et son rôle décisif dans l'accompagnement de son pays dans ses efforts de développement, notamment dans les domaines de l'énergie en général et des hydrocarbures en particulier, et de bénéficier de l'expertise et de l'expérience de l'Algérie dans ces domaines, indiquant que le domaine de la formation et du renforcement des capacités constitue l'un des domaines les plus importants de coopération possible entre les deux pays.

FORMATION
PROFESSIONNELLE/SESSION D'OCTOBRE
2024

Prolongation de la période des inscriptions préliminaires

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé, dans un communiqué, la prolongation de la période des inscriptions préliminaires pour la session d'octobre 2024 afin de permettre à un maximum de candidats de bénéficier de places pédagogiques. "Dans le cadre des préparatifs de la rentrée de la formation pour la session d'octobre 2024 et afin de permettre à un maximum de candidats de bénéficier de places pédagogiques, le ministère la Formation et de l'Enseignement professionnels annonce la prolongation de la période des inscriptions préliminaires", précise le communiqué. Les inscriptions resteront ouvertes jusqu'à après le début de la session d'octobre 2024 afin de donner une seconde chance aux personnes souhaitant rejoindre des établissements de formation professionnelle, ajoute le communiqué. Aussi, le ministère invite les candidats n'ayant pas pu s'inscrire lors de la précédente période à "saisir cette opportunité pour finaliser les procédures d'inscription dans les plus brefs délais".

GROUPE SAIDAL

Aoun appelle à l'accélération du rythme de réalisation des projets en cours

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a appelé, samedi à Alger, les cadres du groupe "Saidal" à "l'accélération du rythme de réalisation des projets en cours et à l'exploitation complète de la capacité de production des différentes usines afin de répondre aux exigences du marché. M. Aoun a effectué une visite d'inspection au siège du groupe "Saidal" à Oued Smar (Alger) pour s'enquérir de l'avancement des

divers projets en cours, où il a donné des "instructions pour accélérer la cadence de réalisation", précise un communiqué du ministère. Il a également ordonné "l'exploitation complète des capacités de production des différentes usines pour répondre aux exigences du marché", appelant à "la création de nouveaux emplois pour absorber le chômage, conformément aux instructions du président de la République", ajoute la

même source. Le ministre a insisté sur "la livraison de tous les projets dans les délais impartis", affirmant qu'il apportera tout son soutien au groupe Saidal pour retrouver sa place dans le secteur de l'industrie pharmaceutique. En marge de cette visite d'inspection, M. Aoun, accompagné du PDG du groupe, a distingué les enfants des employés ayant obtenu le baccalauréat, conclut le communiqué.

PROMOTION DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE NATIONALE

Le rôle du pharmacien mis en avant

Les spécialistes participant à la 11e journée d'étude nationale sur "la pharmacie, un établissement sanitaire-défis et perspectives", organisée samedi à Batna, ont souligné le rôle du pharmacien dans la promotion et le développement de l'industrie pharmaceutique nationale. Dr. Bachir Allouache, directeur général de la production pharmaceutique au ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, a mis l'accent, dans son intervention lors de cette rencontre, tenue dans une salle privée dans la commune d'Oued Chaaba, sur le rôle des pharmaciens d'officine dans le développement de la production nationale qui couvre actuellement plus de 75 % des besoins du marché national ainsi que sur les facilités qui leur sont accor-

dées par le décret exécutif 396-03. De son côté, le président du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), Karim Merghemi, a évoqué la contribution des pharmaciens à la présentation du médicament générique de fabrication locale et l'incitation des citoyens à sa consommation en toute confiance et sécurité. Pr. El Hadia Mansouri, sous-directrice à la direction générale de la pharmacie et des équipements sanitaires au ministère de la Santé, a relevé l'importance du pharmacien dans la chaîne de prise en charge du malade algérien, notamment le cadre de la feuille de route actuelle du secteur. La rencontre a donné lieu à des interventions de spécialistes et experts qui ont mis en lumière le rôle de la pharmacie devenue non

seulement un lieu commercial mais aussi un espace sanitaire polyvalent de proximité, mettant en exergue le défi relevé par les pharmaciens durant la pandémie du coronavirus et leur contribution à assurer la disponibilité des médicaments composant le protocole thérapeutique de cette pandémie. Les intervenants ont aussi relevé la contribution des pharmaciens dans le domaine de sécurité sociale par l'accompagnement du système Chifa depuis son lancement, soulignant que plus de 33 millions algériens bénéficient actuellement des prestations de la carte Chifa et que plus de 80 millions ordonnances médicales sont annuellement traitées par les pharmaciens de tout le pays.

RENTREE ACADÉMIQUE

L'ESAA accueille ses nouveaux étudiants

L'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) accueille ce dimanche ses nouveaux étudiants, admis pour une formation de licence en sciences de gestion et en management général, a-t-elle indi-

qué dans un communiqué. L'ESAA accueille pour cette rentrée académique 2024-2025, 143 nouveaux admis à la 9e promotion du programme licence en sciences de gestion. En outre, les places pédagogiques de cette année ont été augmentées de 30 nouveaux admis à la 11 promotion du programme licence en management général et 34 nouveaux admis à la 20 promotion du programme master en sciences de gestion, et ce

dans le cadre du renforcement des capacités d'accueil et l'accompagnement de l'ESAA lors des processus d'admission. Les admissions au niveau de l'ESAA sont ouvertes aux bacheliers provenant de différentes spécialités scientifiques et de gestion, leur offrant ainsi la possibilité d'acquérir une double compétence à l'issue de leur formation technique et managériale, précise la même source.

SNUS ET SACHETS DE NICOTINE
Des alternatives innovantes pour réduire le tabagisme et préserver la santé publique

À travers diverses stratégies et plans de prévention, la réduction des risques liés au tabac est devenue une priorité de santé publique mondiale. Le développement de nouveaux produits visant à diminuer la prévalence du tabagisme est au cœur des préoccupations depuis quelques années. Alors que les effets néfastes du tabagisme sur la santé sont bien connus, de nouvelles stratégies et produits émergent pour aider les fumeurs qui n'arrivent pas à arrêter de fumer. Dans le vaste domaine de la réduction des risques liés au tabac, deux innovations majeures se distinguent : le snus et les sachets de nicotine. En offrant des solutions qui ciblent directement les besoins des fumeurs tout en réduisant les risques traditionnels associés à la cigarette, ces produits innovants ouvrent de nouvelles voies dans la lutte contre le tabagisme, avec des implications potentielles à l'échelle mondiale. Ces produits, bien que souvent assimilés l'un à l'autre, présentent des différences notables en termes de composition, de mode d'utilisation et, surtout, d'impact sur la santé publique. Ils offrent des perspectives prometteuses, non seulement pour les fumeurs cherchant à réduire leur consommation de tabac, mais aussi pour les politiques de santé publique visant à diminuer la prévalence du tabagisme. Originaire de Suède, le snus est un tabac humide à sucer, introduit sans combustion sous la lèvre. Contrairement à la cigarette, cette méthode élimine l'inhalation de substances toxiques, telles que le goudron ou le monoxyde de carbone, présents dans les cigarettes traditionnelles. Grâce à son adoption massive en Suède, le pays affiche aujourd'hui l'un des taux les plus bas de maladies liées au tabagisme en Europe. Le snus n'est donc pas seulement une alternative, mais un modèle de succès pour d'autres pays qui souhaitent réduire l'impact des maladies associées au tabac.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	NC	0,00	-4,60	-6,80	7,72	7,50	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-2,74	-6,43	6,54	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2295,00	+2,00	1,22	0,20	12,07	5,45	5618	12 893 310,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,59	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	-8,03	-17,09	2,03	-	15	6 075,00

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 septembre 2024

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	92	114	70	البطاطا	خضار طازجة
	Tomate	90	104	76	الطماطم	
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف	
	Ail sec	388	446	330	الثوم الجاف	
	Carotte	84	94	73	الجزر	
	Navet	119	131	107	لفت	
	Poivron	115	129	100	الفلفل الاخضر	
	Piment	132	149	114	الفلفل الحار	
	Courgette	166	181	152	الكوسة	
	Haricot vert	225	249	201	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	149	163	135	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	381	489	274	التفاح المحلي	
	Datte	548	678	418	التمر	
	Melon	98	109	87	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	88	97	79	البطيخ الاحمر	
	Poire	375	464	286	الاچاص	
Produits d'origine animale	Raisin	206	263	149	العنب	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Banane	476	491	462	الموز	
	Viande bovine locale	1807	1951	1663	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	455	466	443	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (litre)	92	97	86	حليب البقر (لتر)	

APPARITION DE CAS DE DIPHTÉRIE ET DE PALUDISME DANS LE SUD

Dr Fourar : «La situation est sous contrôle»

L'Algérie a récemment enregistré des cas de diphtérie et de paludisme, deux maladies infectieuses qui réapparaissent dans certaines régions du Sud du pays. Bien que cette situation puisse susciter des inquiétudes, le Dr Djamel Fourar, directeur général de la prévention au ministère de la Santé, a assuré que, même si elle est préoccupante, elle reste sous contrôle. Les cas observés sont principalement d'origine importée, provenant de pays voisins, et ne résultent pas de foyers endémiques sur le territoire algérien.

Par Mourad A.

Lors de son intervention à la radio nationale, le Dr Fourar a abordé des questions cruciales concernant la diphtérie et le paludisme. La diphtérie, infection bactérienne transmissible par voie aérienne ou par contact, peut entraîner des complications graves telles que des difficultés respiratoires et des problèmes cardiovasculaires. De son côté, le paludisme, transmis par les moustiques, provoque des symptômes tels que fièvre et convulsions, pouvant mener à des conséquences mortelles sans un traitement adéquat. Bien que l'Algérie ait été déclarée exempte de paludisme endémique par l'Organisation mondiale de la santé en 2019, elle demeure vigilante face à toute éventualité de réimplantation de la maladie. Les autorités surveillent de près les cas importés, qui varient entre 500 et 800 chaque année, souvent liés à des voyageurs revenant de régions sahéliennes touchées par des épidémies. « Les cas de diphtérie et de paludisme importés dans certaines wilayas du Sud sont actuellement sous contrôle. Ces cas proviennent de pays du Sahel, notamment du Niger. Il est important de rappeler que l'Algérie a été certifiée par l'OMS en 2019

pour avoir éradiqué le paludisme endémique. Le pays dispose de protocoles spécifiques ainsi que d'un stock de médicaments pour gérer efficacement ces maladies. De plus, depuis 2023, le ministère a lancé trois campagnes de vaccination visant à prévenir la propagation de la diphtérie et du paludisme », a-t-il déclaré. Le Dr Fourar a également mis en avant la robustesse du système de santé algérien, capable de prendre en charge efficacement ces cas. Sur ordre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une commission médicale a été dépêchée, vendredi, dans les wilayas de Tamanrasset, In Guezam et Bordj Badji Mokhtar, où des cas de diphtérie et de paludisme sont apparus. La réponse des autorités a été rapide et efficace, avec la mise en œuvre de protocoles rigoureux de traitement et de prévention. Des équipes spécialisées ont été déployées dans des wilayas comme In Guezam et Bordj Badji Mokhtar, apportant avec elles les fournitures médicales nécessaires pour répondre à la situation. Au-delà des mesures de traitement, l'intervenant a insisté sur l'importance de la vaccination, notamment pour la diphtérie. Depuis 2003, des campagnes de vaccination nationales ont été menées,

et il est essentiel que la population soit sensibilisée à l'importance des rappels vaccinaux, tant pour les enfants que pour les adultes, afin de maintenir un niveau de protection suffisant contre cette maladie. La prévention demeure au cœur de la stratégie de santé publique en Algérie. Le Dr Fourar a également souligné la nécessité d'une coordination intersectorielle, impliquant divers ministères, pour lutter efficacement contre la malaria. Cette coordination s'étend à des initiatives visant à améliorer la gestion environnementale, un facteur clé dans le contrôle des moustiques vecteurs. En conclusion, le Dr Djamel Fourar a rassuré le public sur la situation épidémiologique, affirmant que les cas de diphtérie et de paludisme sont actuellement sous contrôle. Il a cependant souligné l'importance de rester vigilant face aux défis posés par les migrations saisonnières et les changements climatiques, qui peuvent favoriser la réémergence de ces maladies. Grâce à sa stratégie de prévention axée sur la vaccination, la gestion des vecteurs de maladies et l'amélioration continue de ses infrastructures sanitaires, l'Algérie se prépare à faire face à toute éventualité, garantissant ainsi la santé de sa population.

PRISE EN CHARGE DES DOMMAGES DES RÉCENTES INONDATIONS

Les travaux de maintenance se poursuivent

Les interventions des Directions des Travaux publics dans les wilayas récemment touchées par les inondations, notamment celles du sud, ont permis un retour à la normale du trafic routier sur la majorité des routes, selon le secrétaire général du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, Ali Boulrabah, ajoutant que la réhabilitation de la ligne ferroviaire Béchar-Naâma se fera d'ici le mois prochain. M. Boulrabah a indiqué à l'APS, que la circulation était normale dans les zones et wilayas touchées par les inondations des 7 et 8 septembre dans le sud du pays notamment, soulignant que 24 heures après les inondations, "nous avons rouvert le réseau routier sur la majorité des principaux axes, tandis que la circulation est redevenue normale, 48 heures plus tard, à l'exception de certaines routes frontalières à Tindouf, où les travaux sont en cours. Suite à ces intempéries et aux dégâts qu'elles ont engendré, a-t-il poursuivi, des instructions ont été données aux services compétents et aux directions de wilaya portant mise en place d'unités d'intervention, ayant effectué des travaux afin d'ouvrir des passages temporaires permettant le transport des aides, des marchandises, des personnes et du matériel, tout en s'attendant à des réparations

provisaires des routes, à l'instar de l'élimination des débris et du contrôle des ponts". Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait enjoint, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, "le rétablissement des services essentiels et vitaux au bénéfice des citoyens dans les wilayas impactées par les récentes intempéries, dans les meilleurs délais", ainsi que la réhabilitation "immédiate des ponts et des voies ferrées, dans un délai n'excédant pas un mois". Au niveau du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, une cellule centrale a été installée pour superviser tous les travaux, suivre la situation du réseau routier en temps réel et prendre les mesures nécessaires, tout en renforçant les Directions du secteur par le matériel nécessaire, selon les explications de M. Boulrabah. A cet égard, les directions des travaux publics des wilayas touchées par les inondations ont mobilisé plus de 475 travailleurs et 220 unités de matériel, appuyés par les entreprises de réalisation relevant du secteur, afin d'assurer une prise en charge optimale des travaux de maintenance et de réhabilitation des routes nationales et de wilaya endommagées. Parmi les axes routiers les plus affectés ayant été entretenus, le responsable a cité la RN n 6 reliant Béchar à Naâma et à Béni Abbès, la

RN n 47 dans la wilaya de Naâma, la RN n 1 à Tamanrasset, la RN n 3 dans la wilaya d'Illizi, ainsi que la RN n 50 reliant Béchar à Tindouf. A une question concernant l'état du réseau ferroviaire dans le sud-ouest du pays suite à ces inondations, M. Boulrabah a fait état de plusieurs "dégâts enregistrés sur une longueur de 20 kilomètres du tracé ferroviaire et des infrastructures techniques", affirmant que les travaux de réhabilitation étaient en cours. Selon le SG du ministère, une commission de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), s'est rendue à Béchar et à Naâma pour évaluer l'état de la ligne ferroviaire, où des entreprises nationales ainsi que des bureaux d'études ont été mobilisés, rassurant que "les travaux se poursuivent et que la réouverture de cette ligne est prévue pour octobre prochain". Dans le même sillage, le responsable a indiqué que les wilayas concernées s'attelaient à réaliser des études d'expertise pour "arrêter le coût final des travaux, pour ensuite présenter les résultats de l'expertise et les estimations, jointes de fiches techniques aux services concernés pour l'allocation des enveloppes financières devant financer les projets de maintenance et de réhabilitation des infrastructures".

APPARITION DE CAS DE DIPHTÉRIE ET DE PALUDISME DANS DES WILAYAS DU SUD

Suivi de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) est à pied d'œuvre dans certaines wilayas du Sud du pays pour le suivi de la situation épidémiologique, suite à l'apparition de cas de diphtérie et de paludisme, a affirmé samedi le président de l'Agence, Pr. Kamel Senhadji. "L'Agence nationale de sécurité sanitaire a été dépêchée, sur ordre du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour effectuer des missions d'évaluation scientifique de la situation épidémiologique à travers une commission médicale composée d'épidémiologistes, d'immunologues, d'experts en vaccin et d'un corps paramédical composé de 14 agents de santé publique, pour appuyer les équipes médicales existantes sur terrain", a déclaré à la presse le Pr. Senhadji. Après avoir rassuré que toutes les régions ayant signalé des cas de diphtérie et de paludisme ont été dotées des vaccins nécessaires, le même responsable a précisé que le protocole curatif médical adopté actuellement est agréé par l'Organisation mondiale de la santé. Une autre mission médicale sera dépêchée dans ces régions pour prêter main forte aux équipes médicales sur place dans les wilayas de Tamanrasset, In-Guezam et Bordj Badji Mokhtar, a-t-il ajouté. Le Pr. Senhadji a signalé, en outre, que les cas malades recensés sont des cas importés, conséquemment aux déplacements de citoyens des régions frontalières limitrophes et aux changements climatiques ayant favorisé la transmission de la maladie. Pour sa part, le directeur de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya de Tamanrasset, Mustapha Zenagui, a fait savoir que "d'importants moyens humains (staffs médicaux et paramédicaux) ont été mobilisés pour une bonne prise en charge des cas malades". Dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, la direction de la Santé a lancé une campagne de vaccination contre la diphtérie, le paludisme et la rougeole, a indiqué le DSP de la wilaya, Madjid Meziane, avant de relever que cette campagne, menée sous la supervision des services de la wilaya, porte aussi sur la prise en charge, à travers la vaccination et le traitement, de 145 cas atteints de paludisme. Le plus grand nombre de cas malades est relevé dans la commune de Timiaouine (extrême Sud) et les zones voisines, selon le DSP qui rassure que la wilaya sera dotée d'un lot supplémentaire de vaccins. Sur ordre du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une commission médicale et un avion chargé d'importantes quantités de médicaments, de sérums antidiphtériques et de matériel de protection ont été envoyés, vendredi, dans les wilayas de Tamanrasset, In Guezam et Bordj Badji Mokhtar, qui ont signalé l'apparition de cas de maladies de la diphtérie et du paludisme, selon un communiqué du ministère de la Santé.

MASCARA
Lancement de la
caravane
touristique de
solidarité "Sur les
pas de l'Emir
Abdelkader

La direction du Tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Mascara a lancé, samedi, la première édition de la caravane touristique de solidarité, initiée sous le slogan "Sur les pas de l'Emir Abdelkader", dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du tourisme, a-t-on appris de la directrice du secteur, Zouli-kha Bendahmane. La caravane organisée en collaboration avec la direction de la culture et des arts et des services de la wilaya, qui cible plus de 30 pensionnaires de deux établissements destinés aux personnes âgées à Sig et Mascara-ville, a pris le départ à partir de la Station thermale de Bouhanifia, a déclaré, à l'APS, Mme Bendahmane. Elle sillonnera, deux jours durant, les sites et les monuments historiques témoins de la résistance de l'Emir Abdelkader à l'armée coloniale française, dont le Quartier général du fondateur de l'Etat algérien moderne, sa "Mah-kama" (tribunal) située au chef-lieu de wilaya, la Zmala et l'arbre de Dardara (Ghriss), site où les tribus de la région lui ont prêté allégeance pour conduire la résistance face à la soldatesque coloniale, signale-t-on. Par ailleurs, la responsable a fait part du lancement prochain d'un programme de voyages organisés au profit des adhérents d'associations et de journalistes de plusieurs régions du pays pour la découverte des sites touristiques de cette wilaya de l'Ouest du pays.

BLIDA

Exploitation du 2^e casier du CET d'Oued El Alleug en octobre prochain

L'exploitation du 2e casier du Centre d'enfouissement technique des déchets (CET) d'Oued El Alleug, wilaya de Blida, interviendra en octobre prochain, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de l'Environnement.

Ce 2e casier qui sera réceptionné et mis en exploitation le mois prochain, est doté d'une capacité d'enfouissement d'un (1) million de M3 de déchets, a indiqué à l'APS le directeur de l'environnement, OuahidTchachi. Les essais menés sur le projet, réalisé pour la première fois par deux établissements publics "Mitidja Hadaik" et l'entreprise de gestion des CET, ont "démontré l'efficacité du projet. Cela ouvre de nouvelles perspectives à ces deux établissements pour la réalisation

d'autres casiers localement ou contribuer à des projets similaires dans d'autres wilayas", a estimé M. Tchachi. A noter que le CET d'Oued El Alleug, affecté d'une enveloppe de 250 millions de DA, a été doté d'une unité de tri des déchets dans le but de réduire le volume des déchets destinés à l'enfouissement et de valoriser les déchets recyclables et prolonger la durée de vie du CET, a-t-il expliqué. La mise en service du nouveau casier, considéré comme le plus grand à l'échelle de la wilaya, permettra de fermer

le casier de la décharge d'Oued El Alleug, arrivé à saturation, et de réduire la pression sur les autres CET, tous arrivés à saturation en raison de la hausse croissante du volume des déchets. M. Tchachi a indiqué à ce propos que la wilaya produit quotidiennement 1.100 tonnes de déchets qui sont traités par sept (7) sites dont le taux de saturation varie entre 120 à 300 %. A cela s'ajoute près de 350 tonnes de déchets/jour rejetées par les nouveaux pôles urbains de la ville nouvelle de Bouinane, a-t-il noté.

SÉTIF

Appel à la promotion de l'écotourisme

Les participants à une journée d'étude intitulée "Etat des lieux de l'écotourisme en Algérie et son rôle dans le développement durable, le tourisme de montagne à Oued El Bared comme modèle" ont souligné, samedi dans la wilaya de Sétif, l'importance des stratégies efficaces et des plans d'action pour la promotion de l'écotourisme en Algérie et sa mise en adéquation avec les objectifs de développement durable. Les transformations écologiques, sociales et économiques dans le monde

ont fait de ce type de tourisme un des axes fondamentaux du développement durable et de création d'opportunités pour des investissements durables dans la valorisation des ressources naturelles, a expliqué Badis Douffa, président du bureau national du Consortium touristique algérien (CTA), initiateur de cette rencontre organisée dans la commune d'Oued El Bared, à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme (27 septembre). Le directeur du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya de Sétif, Moussa Zahed,

a déclaré, de son côté, que l'objectif de cette rencontre est de mettre en exergue l'importance de l'écotourisme dans le développement durable des régions montagneuses, et les opportunités et défis rencontrés dans ce domaine, mais aussi l'échange d'expériences entre les professionnels du secteur du tourisme. Initiée en collaboration avec la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat, et l'Assemblée populaire communale (APC) d'Oued EL Bared, la rencontre a donné lieu à quatre communications et trois

ateliers animés par des chercheurs de l'Université Ferhat Abbas (Sétif 2), l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB / Bab Ezzouar) et l'Université Alger 3, ainsi que des cadres de la direction locale de l'Environnement. La rencontre s'est déroulée en présence des autorités de la wilaya de Sétif, des professionnels du secteur, des universitaires, des étudiants et des porteurs de projets dans le secteur du tourisme.

TIPASA

Raccordement de 28 zones reculées au réseau de gaz naturel

Vingt huit (28) zones montagneuses reculées de l'Ouest de la wilaya de Tipasa ont été raccordées au réseau de gaz naturel, a-t-on appris samedi, des services de la wilaya. L'opération a porté sur le raccordement au réseau de gaz de 3.209 foyers répartis sur huit (8) communes rurales et montagneuses de la wilaya, dans le cadre d'un

"important" projet visant l'amélioration des conditions de vie des habitants des zones reculées, a rapporté la cellule de communication de la wilaya de Tipasa. Supervisée par le wali de Tipasa, AboubakrSeddikBoucetta, l'opération a profité aux communes de Beni Mileuk, Damous, El-Arhat, Gouraya, Sidi Ghilas, Sidi Semiane, Menaceur et Sidi Amar.

Sur place, la wali a annoncé que l'achèvement des travaux d'extension du réseau de gaz pour alimenter en cette énergie plus de 2.500 foyers relevant d'autres zones reculées, est prévu avant la fin de l'année en cours, en vue de permettre aux concernés d'en bénéficier avant l'hiver prochain. Une enveloppe de près de deux (2) mil-

liards de DA a été affectée à ce projet, pris en charge par la direction de distribution de l'électricité et du gaz, pour la réalisation d'un réseau de gaz de 198 km de long, selon la même source. Ces nouveaux raccordements portent la couverture en gaz de Tipasa à 81%, selon les chiffres fournis par les services de la wilaya.

EL-MENIAÂ

Réalisation en cours de trois centres de proximité de stockage de céréales

Un projet de réalisation de trois centres de proximité de stockage de céréales a été lancé dans la wilaya d'El-Meniaâ, dans le cadre du renforcement des capacités de stockage de céréales, a-t-on appris samedi auprès des Services de la wilaya. Ces structures, d'une capacité de stockage de 50.000 quintaux chacune, permettront d'emmagasiner d'import-

antes récoltes céréalières réalisées ces dernières années dans la région, considérée comme un pôle agricole notamment dans le domaine céréalier, a affirmé le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Benmalek, lors du lancement du projet. Une superficie de plus de 22.000 hectares a été réservée au développement de la céréaliculture dans la wilaya d'El-Meniaâ, qui verra aussi l'entrée en service

de 90 nouveaux pivots d'irrigation, au titre de la prochaine campagne labours-semailles, a fait savoir le responsable. Supervisé par la direction locale des Equipements publics et confié à des entreprises de réalisation, ce projet, dont le délai de réalisation est de huit mois auquel l'Etat accorde une grande importance, a été retenu au niveau des périmètres agricoles jouxtant la RN-1, entre El-

Meniaâ et Ghardaïa, a-t-on expliqué lors de la présentation du projet. Il comportera, en plus des espaces d'ensilage, des réservoirs d'eau, des générateurs électriques, un pavillon administratif et d'autres servitudes, a-t-on ajouté. Des exploitants agricoles locaux ont salué l'opération qualifiée de "stratégique" pour le stockage des récoltes dans de bonnes conditions.

Le numéro d'équilibriste de l'Opep

L'organisation des pays exportateurs de pétrole dispose de marges de manœuvre toujours plus réduites. La demande de pétrole croît toujours, mais à un rythme ralenti, ses concurrents pèsent de plus en plus et sa politique est remise en cause.

Nicolas Rauline

Deux mois de sursis. En retardant la fin de ses quotas de production volontaires jusqu'au début du mois de décembre, l'Opep+ s'est offert un bref répit. Mais dans les prochaines semaines, la pression va vite remonter sur l'organisation des pays exportateurs de pétrole. La question paraît difficilement soluble pour l'Arabie saoudite et ses alliés. Depuis deux ans et la flambée des prix liée à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les cours du pétrole sont irrémédiablement tirés vers le bas. Et le scénario se répète après chaque réduction de production de l'Opep+ (les membres de l'Opep et quelques partenaires dont la Russie) : les quotas volontaires entraînent bien une remontée des prix, mais au bout de quelques jours, la politique de l'Opep est rattrapée par le contexte économique mondial et la faiblesse de la demande, en particulier celle de la Chine, le premier importateur de pétrole au monde. Les prédictions autour d'un baril de Brent durablement au-dessus des 100 dollars paraissent lointaines. L'Opep a toutes les difficultés du monde à maintenir les prix proches de son objectif de 80 dollars, un seuil en dessous duquel le budget saoudien est difficile à boucler... Ces dernières semaines, le Brent est même tombé, un temps, sous

les 70 dollars. Et seuls la situation au Moyen-Orient et les risques d'embrase-ment dans la région redoutés par les marchés ont fait remonter les cours vers les 75 dollars. Les analystes de Citi tablent même sur un baril proche des 60 dollars l'an prochain. Dans ce contexte, difficile d'imaginer l'Opep relâcher sa pression et remettre sur le marché les 2,2 millions de barils quotidiens concernés par les quotas volontaires (2 % de la production mondiale). Augmenter la production pourrait encore creuser un surplus de l'offre que l'Agence internationale de l'énergie prévoit déjà au quatrième trimestre de cette année. Mais peut-elle inverser sa décision et aller encore plus loin que les coupes déjà décidées ces deux dernières années ? « La situation est compliquée. Les huit pays de l'alliance s'étant déjà engagés sur des réductions de production ont l'impression d'avoir fait plus d'efforts que les autres », note Francis Perrin, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). La cohésion de l'Opep est soumise à rude épreuve, d'autant que parmi ces huit pays, deux n'ont pas respecté leurs engagements : l'Irak et le Kazakhstan ont produit davantage de barils qu'ils n'en avaient promis. Ils vont devoir, progressivement, revenir sur le droit chemin. D'autres membres de l'alliance ont exprimé publiquement leurs désaccords sur la politique de réduction de l'offre, à commencer par les pays africains, qui

veulent profiter de la manne pétrolière pour financer leur développement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'Angola a claqué la porte de l'Opep en fin d'année dernière, tout proche d'entraîner avec lui le Nigeria.

Des parts de marché en recul

Une nouvelle réduction de l'offre pourrait aussi se heurter aux intérêts des grandes compagnies privées, même si celles-ci tirent aussi profit de prix élevés. En Irak, au Kazakhstan, aux Emirats arabes unis, certaines majors sont présentes. Et leurs actionnaires attendent des retours sur investissement, dans une période où l'on privilégie la rentabilité. Le Kazakhstan, membre de l'alliance élargie de l'Opep+, dépend en partie des investissements d'ExxonMobil. BP et TotalEnergies ont relancé la production irakienne... Enfin et surtout, réduire encore la production exposerait les pays de l'Opep à perdre des parts de marché face à quatre pays qui ne cessent de grimper : les Etats-Unis, devenu de loin le premier producteur au monde, le Canada, le Brésil et le Guyana, le nouveau riche de l'or noir. Sous l'effet de cette montée en puissance et de ses propres coupes, la part de l'Opep+ dans la production mondiale effective est passée de plus de 50 % il y a quatre ans à 40 % aujourd'hui – même si en termes de capacités et de réserves, l'Opep+ reste majoritaire. Le rapport de forces a changé. La politique de l'Opep

est, en outre, sujette à caution à cause de prévisions de plus en plus décorrélées des autres experts du marché. Alors même que 2024 touche à sa fin, les prévisions de demande de pétrole pour l'ensemble de l'année restent très éloignées de celles de l'AIE ou du Département américain de l'énergie. L'Opep table sur une consommation de 104,24 millions de barils par jour. L'AIE la voit sous les 103 millions de barils quotidiens, Washington tout juste au-dessus. Pour Francis Perrin, cet écart reflète une « vision totalement différente à court, moyen et long terme. Cela ne veut pas dire que l'Opep force le trait ou truque ses chiffres ». L'organisation, qui vient de fêter ses 64 ans, est habituée aux numéros d'équilibristes. Sa naissance même fut le résultat de compromis. Et, aujourd'hui, les intérêts de ses membres convergent encore. La Russie, alliée dans l'Opep+, a besoin de prix élevés pour financer sa guerre en Ukraine. Sans la politique de l'Opep+, les prix seraient encore plus bas. Les Emirats, qui se plaignaient de quotas trop durs pour eux, ont obtenu gain de cause. L'organisation a longtemps fermé les yeux sur les écarts de l'Irak ou du Kazakhstan, ou sur la fiabilité des chiffres de certains pays africains. Mais si l'Opep se rate dans ses prévisions ou si sa politique continue d'avoir des effets mitigés, les tensions pourraient faire voler en éclats le reste d'unité d'une alliance hétéroclite.

Source : Les Echos

Le deuxième choc chinois

Par Ludovic Subran (*)

Le monde est aujourd'hui confronté à un second choc chinois. Le coronavirus, puis la crise immobilière ont bien déclenché le retour à une économie subventionnée et exportatrice. Depuis le début de l'année et certainement en anticipation des élections américaines, les surcapacités chinoises sont dans le viseur de nombreux experts. L'automobile, la batterie électrique ou les panneaux solaires sont autant de secteurs dans lesquels la production et les exportations chinoises s'envolent. Pékin rétorque qu'elle a besoin de relais de croissance alors que la consommation domestique est en berne pour un moment à cause de la crise immobilière, et que les autres font de même. Alors que les Allemands exportent près de 80 % de leur production automobile, tout le monde trouve cela formidable et loue les avantages comparatifs. Quand c'est la Chine, on parle de stocks de guerre commerciale, de dumping et de dépendances critiques inacceptables. As-

siste-t-on à un deuxième choc chinois après le premier, celui de son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce, comme l'a formulé l'économiste Brad Setser ? Ou bien exagère-t-on un peu la situation pour justifier des politiques industrielles et commerciales plus offensives aux Etats-Unis et en Europe ? En bilan des années 2000, on sait désormais que le revers de la médaille du premier choc chinois, celui des importations de produits à bas prix qui ont freiné l'inflation et soutenu les consommateurs, est la suppression d'un million d'emplois dans l'industrie manufacturière et d'un autre million dans les secteurs adjacents, rien qu'aux Etats-Unis. Dans les années 2010, on pensait alors que le miracle chinois était derrière nous : les coûts de la main-d'œuvre chinoise avaient augmenté, la monnaie s'était appréciée, et la naïveté des politiques commerciales semblait laisser la place à davantage de protectionnisme. Et pourtant, le monde semble aujourd'hui confronté à un second choc chinois. Le coronavirus puis la crise

immobilière ont bien déclenché le retour à une économie subventionnée et exportatrice. Alors que le reste du monde soutenait ses entreprises ou ses ménages pendant la crise du coronavirus, la Chine, effrayée par l'inflation de la réouverture et par son goulot d'épargne de précaution (les ménages n'ayant ni protection sociale ni confiance), a préféré soutenir les exportations. L'excédent commercial manufacturier de l'atelier du monde a ainsi bondi pour représenter aujourd'hui 2 % du PIB mondial, un montant jamais enregistré par des puissances exportatrices comme le Japon et l'Allemagne. Et les politiques publiques continuent de mettre l'accent sur l'amélioration de la capacité de la Chine à fabriquer des produits manufacturiers de pointe. Aujourd'hui, arrêter la machine à export chinoise entraînerait non seulement la faillite d'entreprises nationales et coûterait cher en emplois en Chine, mais cela ralentirait aussi la transition énergétique de nombreux pays partenaires ! En effet, la plupart des produits à bas prix exportés par la Chine

sont précisément ceux dont les pays ont besoin pour réduire leur empreinte carbone : véhicules électriques, panneaux solaires et éoliennes, par exemple. Pour atteindre nos objectifs climatiques en matière d'industrie automobile, les voitures chinoises font forcément partie de la solution. Il s'agit même du moyen le plus coûteux efficace sur le plan économique, mais son coût social serait énorme : plusieurs centaines de milliers d'emplois en Allemagne seulement. Les Etats-Unis et l'Europe doivent répondre à ce choc. Il faut donc compter sur la compétitivité, ainsi que sur un soutien ciblé, sur de nouvelles politiques industrielles et sectorielles, mais aussi sur un soutien massif à la demande. Les politiques protectionnistes, elles, semblent en revanche vouées à l'échec, car elles seront contournées et ne permettront pas la mue de notre base industrielle. Le deuxième choc chinois est déjà là, ne faisons pas l'autruche.

(*) Chef économiste du groupe Allianz
Source : Les Echos

LIBYE

MellitahOil and Gas avance vers l'augmentation de sa production gazière

MellitahOil & Gas est l'une des plus importantes compagnies pétrolières actives en Libye où elle assure la production quotidienne d'environ 600 000 barils équivalents pétrole d'hydrocarbures. MellitahOil & Gas, la joint-venture qui regroupe la société publique du pétrole de Libye (NOC) et la major pétrolière italienne Eni, a réalisé une avancée vers l'augmentation substantielle de sa production de gaz naturel dans le pays. Selon des informations relayées mercredi 25 septembre, l'entreprise qui veut porter la production du combustible à 750 millions de pieds cubes de gaz par jour d'ici 2026, a préqualifié le fournisseur de services pétrogaziers Saipem. Avec ce développement, il n'est pas exclu que la multinationale, compatriote d'Eni, se voit finalement attribuer le marché. Pour rappel, Mellitah compte réaliser cette ambition grâce au développement des champs gaziers des structures A et E, situés en mer dans le périmètre D, pour lesquelles Eni et la NOC ont convenu en janvier 2023, d'un investissement de 8 milliards de dollars. Ces fonds devraient notamment servir à la mise en place de deux plateformes principales reliées aux installations de traitement existantes du complexe de Mellitah, en plus d'une unité de captage et de stockage du carbone (CSC) visant à minimiser l'empreinte carbone du projet. Au-delà des avancées, la concrétisation de ce plan suivant le calendrier prévisionnel pourrait se heurter à des défis récurrents notamment l'instabilité politique qui depuis quelques semaines a entraîné une baisse de la production pétrogazière libyenne en dessous de 500 000 b/j.

DÉCARBONATION EN TUNISIE

Un critère de choix pour les investisseurs

La décarbonation de l'industrie est aujourd'hui essentielle pour atteindre la neutralité carbone. Les enjeux sont aussi bien techniques, économiques, financiers que sociétaux. Les objectifs de décarbonation, c'est-à-dire la baisse des émissions de CO2, s'imposent de plus en plus fermement aux industriels et deviennent un critère de choix pour les investisseurs.

Les industries qui s'organisent dès aujourd'hui, en optant pour des investissements et des procédés favorisant l'efficacité énergétique et la décarbonation, seront ceux qui préserveront le mieux leur compétitivité, et notamment l'impact des émissions de CO2 sur le prix de leurs produits, éviteront l'obsolescence environnementale de leurs outils de production et gagneront la confiance de nouveaux clients. Ce processus constitue un enjeu crucial pour toutes les entreprises, en Tunisie comme dans le monde. Le secteur industriel demeure le principal émetteur des émissions de gaz à effet de serre qui exige l'adoption du processus de décarbonation. En effet, outre l'aspect environnemental, il

ne faut pas négliger l'aspect économique de la décarbonation de l'industrie. Cette démarche peut développer des économies, consolider la compétitivité de l'entreprise et des sites industriels. C'est devenu une priorité incontournable. Pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat, l'Union européenne s'est fixé un objectif de réduction de 55% des émissions de GES d'ici 2030 par rapport à 1990, et l'atteinte d'une neutralité carbone d'ici 2050. De son côté, la Tunisie, avec sa Stratégie Nationale Bas Carbone (Snbc), s'est également fixé un objectif de neutralité carbone d'ici 2050. Cette stratégie vise une réduction des émissions de CO2 dues au secteur de l'énergie de 36% en 2030 et 46% en 2035, par rapport

au scénario BaU. Consciente de l'impact des émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par les différents secteurs économiques et de la nécessité de verdir son économie, la Tunisie a déjà entamé le processus de décarbonisation de son industrie pour préserver la compétitivité de ses exportations. Nul ne peut nier que la décarbonation de l'industrie présente aux opérateurs économiques diverses opportunités, notamment sur le plan économique en termes de compétitivité et d'accès aux marchés, sur le plan social en créant de nouveaux métiers... Cependant, faire de la décarbonation une réalité exige des efforts conjoints et coordonnés des différents acteurs, particulièrement entre les secteurs public et privé.

ARABIE SAOUDITE

Les 10 meilleures start-ups affichent une croissance rapide

Selon un nouveau rapport, les 10 meilleures start-ups d'Arabie saoudite affichent une croissance rapide et une forte capacité d'innovation dans des secteurs clés, notamment la sécurité numérique, les applications pratiques et les solutions commerciales. La liste annuelle « Top Startups » de LinkedIn, qui classe les entreprises émergentes les plus influentes, présente celles qui ont un impact significatif tout en attirant les meilleurs talents. La startup de cybersécurité Cipher est arrivée en tête de liste, reflétant la demande croissante de services de sécurité numérique en Arabie saoudite. Premier acteur du financement par capital-risque au Moyen-

Orient et en Afrique du Nord, avec 412 millions de dollars investis au premier semestre 2024, les start-ups saoudiennes gagnent du terrain grâce à l'évolution continue de l'écosystème entrepreneurial du Royaume. Nabila Rahal, rédactrice en chef de l'actualité MENA chez LinkedIn, a déclaré : « La liste de cette année montre que les startups du Royaume continuent à faire sentir leur présence en pénétrant de nouvelles industries et en contribuant à la diversification économique du pays. L'accent est clairement mis sur les solutions technologiques et innovantes au sein des entreprises émergentes du pays. » Elle a ajouté : « La Saudi Arabia's Top Startups List 2024 est un ins-

tantané du paysage des startups et du capital-risque dans le Royaume qui offre également un aperçu des dernières tendances économiques. Les startups figurant sur cette liste ont excellé dans la satisfaction des besoins de leurs clients et attirent les meilleurs talents du Royaume. » Les entreprises axées sur la commodité, telles que MR MAN-DOOB, une application de services de livraison, et Mawidy, une plateforme de prise de rendez-vous, ont obtenu les troisième et quatrième places, respectivement. L'application de location de voitures SHIFT inc. complète le top cinq, reflétant la demande croissante d'applications pratiques et axées sur les services dans le Royaume.

Le secteur du commerce électronique continue de se développer, comme en témoigne Rewaa, une plateforme de solutions de vente au détail qui a fait ses débuts à la sixième place. Soum, une place de marché de détail alimentée par l'IA, a grimpé de deux places pour atteindre la septième, signalant une croissance régulière dans le secteur. Les solutions d'entreprise sont également en hausse. LAWAZEM, une plateforme d'approvisionnement, et Squadio, un fournisseur de solutions de talents, se sont classés huitième et dixième, soulignant le besoin croissant de soutien opérationnel alors que de plus en plus d'entreprises internationales établissent une présence en Arabie saoudite.

A LA RÉUNION DE LA BAI

Les Émirats arabes unis soutiennent les infrastructures vertes et l'investissement privé

Les Émirats arabes unis ont participé à la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), qui s'est tenue à Samarkand, en Ouzbékistan. Le pays était représenté par Mohamed Saif Al Suwaidi, directeur général du Fonds de développement d'Abou Dhabi pour le développement (ADFD) et gouverneur suppléant des Émirats arabes unis au Conseil des gouverneurs de l'AIIB. La réunion a permis de passer en revue les réalisations de l'année précédente et de discuter des initiatives stratégiques pour l'avenir. Elle a souligné l'importance de renforcer les efforts de collaboration pour relever les défis liés au changement climatique grâce à une collaboration plus étroite, à la mobilisation de financements accessi-

bles et abordables dans des secteurs clés, et à l'augmentation des investissements dans des projets d'infrastructure durables et fondés sur la technologie, tels que les énergies renouvelables, l'eau et les transports. Sultan Al Jaber, ministre de l'Industrie et des technologies avancées et gouverneur des Émirats arabes unis pour l'AIIB, a déclaré que la banque s'est fermement établie comme une banque multilatérale de développement de premier plan, soutenue par un portefeuille solide dans le domaine du développement durable. Il a ajouté : "Le monde est de plus en plus façonné par l'émergence de nouvelles économies de croissance, l'accélération de la transition énergétique et l'essor rapide de l'IA. Notre objectif est de maximiser notre impact sur le développement mondial et de créer un environnement propice à

l'investissement dans les infrastructures susceptibles de soutenir une croissance durable et inclusive, en particulier les énergies renouvelables et les technologies de pointe". Dr Al Jaber a souligné la nécessité d'étendre et d'accélérer la mobilisation des capitaux privés, d'autant plus que l'AIIB vise à diriger davantage de transactions et à renforcer sa position sur le marché. "L'engagement, le leadership et les investissements de l'AIIB dans le développement d'infrastructures de pointe, vertes et résilientes sont essentiels pour la prochaine décennie de progrès et de prospérité. La vitesse à laquelle nous déployons ces investissements, en particulier dans les économies émergentes, accélère l'extension de leurs bénéfices", a-t-il ajouté. Pour sa part, M. Al Suwaidi a déclaré :

"L'urgence de l'action climatique exige que nous donnions la priorité aux infrastructures résilientes au changement climatique tout en libérant le potentiel des capitaux privés pour obtenir un impact à grande échelle. Notre force réside dans la collaboration - en joignant nos forces à celles des institutions multilatérales, des agences nationales et du secteur privé, nous pouvons accélérer les solutions transformatrices qui stimulent la croissance économique et la résilience environnementale. » Il a expliqué que l'AIIB avait déjà pris des mesures importantes pour renforcer son soutien aux besoins des membres. Par exemple, après l'examen du cadre d'adéquation des fonds propres (CAF), la banque a émis une garantie d'un milliard de dollars pour les prêts de la BIRD, augmentant ainsi sa capacité de prêt.

APRÈS 7 ANS DE RÉFLEXION

Le Burkina Faso pourrait de nouveau opter pour le coton OGM

Au Burkina Faso, le coton génétiquement modifié a été introduit pour la première fois en 2009. Alors que le pays a arrêté la culture de ladite variété depuis 2016/2017, les acteurs de la filière poussent de nouveau pour sa réintroduction.

Au Burkina Faso, le coton génétiquement modifié pourrait bientôt faire son grand retour dans les champs. C'est en tout cas le vœu de l'Association interprofessionnelle du coton (AICB) regroupant la famille professionnelle des producteurs et celle des sociétés cotonnières. Selon les informations relayées par le quotidien Sidwaya, le groupement a en effet organisé le 24 septembre dernier à Bobo-Dioulasso, un atelier pour informer près de 300 acteurs de la filière coton sur une possible réadoption de ladite variété abandonnée en 2016/2017 du fait des fibres courtes obtenues contrairement au coton conventionnel dont la longueur des fibres était le gage d'une qualité supérieure.

Ladite rencontre a également impliqué selon le média, des représentants de firmes biotechnologiques, dont Bayer, désormais propriétaire de la licence sur ladite variété en raison de son rachat de Monsanto qui a initialement développé la technologie. « Nous avons bien identifié les problèmes qui nous ont conduits à abandonner les OGM dans le passé. Nous avons demandé aux chercheurs de collaborer avec les entreprises pour identifier celles qui seront capables de corriger les déficits observés dans la production », a assuré Nikiébo N'kambi, président de l'AICB. « Au vu des échanges d'aujourd'hui, nous pouvons assurer que les acteurs avancent prudemment, mais sûrement vers une technologie qui permettra aux sociétés co-

tonnières et aux producteurs d'améliorer la production de coton au Burkina Faso », a renchérit de son côté, Jean Pierre Guinko, secrétaire permanent du suivi de la filière coton au ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Alors que jusqu'ici aucun autre détail n'a filtré sur les avancées des négociations avec Bayer ou sur le calendrier pour la réintroduction de ladite variété, cette démarche de l'AICB intervient dans un contexte où depuis 2021/2022, la production de coton du pays est sur une pente descendante. Après avoir grimpé à plus de 518 000 tonnes durant ladite année, la récolte a reculé à 401 000 tonnes en 2022/2023 puis à 383 144 tonnes durant la saison écoulée.

AFRIQUE DU SUD

DaybreakFoods bénéficie d'un prêt de 14,5 millions \$

En Afrique du Sud, l'industrie avicole est principalement dominée par le géant de l'agroalimentaire RCL Foods. Dans le pays, d'autres opérateurs comme DaybreakFoods sont également actifs dans le secteur et souhaitent améliorer leur capacité de production. En Afrique du Sud, le gestionnaire de fonds Public Investment Corporation (PIC) a octroyé un prêt de 250 millions de rands (14,5 millions \$) à sa filiale DaybreakFoods, une entreprise agroalimentaire spé-

cialisée dans la production de viande de poulets. L'information rapportée par Bloomberg, le 20 septembre dernier, a été révélée par Richard Manzini, PDG de DaybreakFoods. Selon le responsable, cet appui financier servira de fonds de roulement à l'entreprise qui nourrit des ambitions de croissance. « L'enveloppe sera principalement utilisée pour la mise à niveau technologique des abattoirs et des machines [...] afin d'augmenter la vitesse de traitement des poulets », a dé-

claré M. Manzini. Il faut noter que DaybreakFoods possède 2 abattoirs basés respectivement dans les provinces de Gauteng et de Mpumalanga affichant actuellement une capacité combinée d'abattage de 1,5 million de têtes d'oiseaux par semaine. Selon les données officielles, l'entreprise contrôlerait 7 % du marché sud-africain de poulet. Globalement, cet investissement est à inscrire dans un contexte où l'industrie avicole retrouve des couleurs en 2024. En 2023, l'Afrique du Sud a

connu la pire épidémie de grippe aviaire de son histoire ayant conduit à l'abattage de plus de 10,5 millions d'oiseaux, entraînant au passage des pertes économiques évaluées à plus de 529 millions \$ pour la filière. Selon les dernières estimations du Département américain de l'agriculture (Usda) la production de viande de poulet dans la nation arc-en-ciel est attendue sur un rebond de 5,7 % à 1,59 million de tonnes en 2024.

CÔTE D'IVOIRE

Le pays lève 148,5 milliards FCFA mais doit rembourser 400 milliards d'ici novembre

Cette dynamique favorable ne masque pas les défis auxquels fait face la Côte d'Ivoire. Avec un niveau élevé de dépenses publiques, notamment pour les infrastructures et la sécurité, la pression sur le budget reste forte. La multiplication des émissions de dette à court terme reflète une gestion active, mais implique également des risques de refinancement à moyen terme, surtout si les conditions de marché venaient à se détériorer. La Côte d'Ivoire a bouclé avec succès une nouvelle levée de fonds sur le marché régional de la dette publique, récoltant 148,5 milliards FCFA (plus de 251 millions \$), lors de son émission de bons et d'obligations assimilables du Trésor. Ce montant dépasse les 135 milliards FCFA initialement prévus, avec un taux

de couverture de 117,49%, signe de l'appétit des investisseurs pour les titres souverains ivoiriens. Cette opération portait sur des bons du Trésor (BAT) à court terme ainsi que des obligations assimilables du Trésor (OAT) à moyen et long terme, avec des maturités allant jusqu'à 10 ans (91 jours, 364 jours, 3 et 10 ans). La réussite de cette émission intervient dans un contexte de pressions accrues sur les finances publiques ivoiriennes. L'Etat doit encore honorer 128 milliards FCFA de service de la dette avant la fin du mois de septembre 2024, au moins 147 milliards FCFA en octobre et 120 milliards en novembre, soit un total de près de 400 milliards FCFA. Et ce, alors que le pays a déjà réglé 1583 milliards FCFA depuis le début de l'année.

Malgré ces échéances, la confiance des investisseurs semble intacte, en témoignent les rendements des titres ivoiriens. Avec des rendements de 6,49% sur les bons à 91 jours et de 7,65% sur les obligations à 3 ans, la Côte d'Ivoire emprunte moins cher que la plupart de ses voisins de l'UMOA. Les bons à 364 jours émis par le Sénégal le 20 septembre 2024 offraient un taux de 6,91%, légèrement supérieur aux 6,80% proposés par la Côte d'Ivoire lors de sa propre émission à la même échéance. Même le Burkina Faso, avec un taux de 7,14% sur des obligations à 7 ans le 11 septembre, est dépassé par la Côte d'Ivoire, qui affichait 6,61% pour cette maturité lors de sa propre adjudication du 24 septembre. En revanche, le Bénin, lors de son émis-

sion du 12 septembre 2024, a réussi à attirer les investisseurs avec un taux de 7,15% sur des obligations à 5 ans, supérieur aux 7,42% affichés par Abidjan pour cette même maturité. L'année 2024 a déjà vu la Côte d'Ivoire réaliser 23 émissions sur des maturités à 91 jours et 30 émissions sur des maturités à 364 jours. L'Etat ivoirien a également été présent sur les segments plus longs, avec des opérations régulières sur des titres à 3, 5, 7 et 10 ans. Le Trésor public ivoirien a déjà mobilisé plus de 2 212 milliards FCFA sur le marché supervisé par UMOA-Titres, représentant près de 40% des montants totaux levés par les pays de l'Union. Et ce n'est pas terminé, d'autres opérations sont encore prévues.

KENYA

Hausse de 18 % des recettes d'exportations de thé au premier semestre 2024

Au Kenya, le thé est le principal produit agricole d'exportation. La filière qui a établi un nouveau record sur le segment des exportations en 2023 poursuit sa dynamique de croissance en 2024. Au Kenya, les expéditions de thé ont généré 102,4 milliards de shillings (793,9 millions \$) entre janvier et juin 2024, affichant une croissance de 17,7 % par rapport à l'enveloppe engrangée sur la même période un an plus tôt (674,5 millions \$). C'est ce que révèlent les données compilées par le Bureau national des statistiques (Knbs). Cette embellie peut s'expliquer par une amélioration de la production qui a permis d'augmenter le volume des exportations. D'après la Knbs, la récolte de thé a progressé de 17,5 % pour s'établir à plus de 321 000 tonnes alors que le volume expédié a également grimpé de 18,6 % pour passer à 320 563 tonnes. A cela s'ajoute une meilleure valorisation des prix de vente de la feuille sur le marché international. En effet, le kilogramme de thé s'est négocié en moyenne à 308,24 shillings (2,38 \$) au cours du premier semestre 2024, affichant une hausse de 2,58 % par rapport au tarif de 300,5 shillings (2,32 \$) enregistré au cours de la même période un an plus tôt. Il convient de noter qu'en février dernier, le prix du kilogramme de thé a d'ailleurs atteint 443 shillings (3,43 \$) aux enchères de Mombasa, soit son plus haut niveau en 30 ans. L'Association du commerce du thé d'Afrique de l'Est (EATTA) avait alors attribué cette hausse historique à une forte demande sur les principaux marchés traditionnels en Europe et en Amérique du Nord. Pour rappel, les recettes tirées des exportations kényanes de thé sur l'ensemble de l'année 2023 ont grimpé de 31 % à 1,2 milliard \$.

IL SIGNE SA MEILLEURE SEMAINE DE L'ANNÉE

La Chine et l’inflation américaine portent le CAC 40

La Bourse de Paris boucle la semaine au contact des 7.800 points avec une hausse de 0,64% vendredi soir, ce qui lui permet d'imprimer son meilleur rythme hebdomadaire de l'année (+3,9%).

La Bourse de Paris clôture cette semaine en beauté. Le CAC 40 progresse de 0,64% pour terminer aux portes des 7.800 points à 7.791,79 points, ce vendredi, au lendemain de sa meilleure séance de l'année (+2,33%). Sur l'ensemble de la semaine, l'indice parisien s'adjudge 3,89%, réalisant sa meilleure performance hebdomadaire de l'année. Le marché salue le ralentissement de l'in-

flation aux Etats-Unis, mis en exergue par l'indice PCE, la jauge préférée de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice de prix à la consommation aux Etats-Unis, a ralenti à 2,2% sur un an en août, contre 2,3% attendu par le consensus et 2,5% le mois précédent. Ces signes d'apaisement sur les prix sont d'autant plus appréciés qu'ils entretiennent l'espoir de nouvelles baisses de taux aux Etats-Unis. L'appétit pour le risque est surtout revenu

sur le marché ces derniers jours, grâce à la volonté de la Chine de renforcer ses mesures de soutien à l'économie afin de tenir son objectif de croissance de 5% en 2024. "En Chine, le Politburo a tenu une réunion économique pour la première fois en septembre hier, renforçant l'impression que les autorités ont enfin décidé d'en faire davantage pour stabiliser l'économie, qui a encore ralenti cet été", souligne Xavier Chapard, stratège de LBPAM. Le luxe et le secteur automobile à la fête Coté valeurs, le luxe a surfé sur l'élan impulsé par la Chine. Kering a repris 6,3%, LVMH 3,7% et Hermès 0,7%. Outre la Chine, LVMH a pris une participation indirecte dans le spécialiste des doudounes Moncler, ce qui a pu relancer les spéculations du consolidation du secteur.

Les valeurs cycliques telles que STMicroe-

lectronics (+6%) ou Stellantis (+4,1%) se sont aussi bien distinguées. Hors CAC 40, Forvia a rebondi de 11,1% après avoir pourtant émis un avertissement sur résultats qui s'avère toutefois probablement moins important que redouté par le marché. Dans son sillage, OPMobility (l'ex-Plastic Omnium) a progressé de 8%. Mais c'est Trigano (+11,4%) qui a pris la tête du SBF 120 ce vendredi soir après avoir publié un chiffre d'affaires annuel en forte hausse. Sur les autres marchés, l'euro perd 0,17% face au dollar, à 1,1158 dollar. Le pétrole tente de rependre quelques couleurs après sa chute de la veille. Le contrat sur le Brent de mer du Nord grimpe de 0,3 à 71,28 dollars le baril tandis que celui de même échéance sur le WTI coté à New York s'apprécie de 0,35% à 67,91 dollars.

La bourse redoute l'idée d'un rachat de l'américain Aramark par Sodexo

Selon Bloomberg, le groupe de restauration collective français songerait à racheter cette société américaine de grande taille. Ce qui préoccupe les investisseurs. À rebours d'un marché parisien en nette progression, Sodexo recule ce jeudi. Le titre du groupe de restauration collective recule de 3,4% en début d'après-midi après avoir plongé de plus de 7% en début de séance. De son côté, le SBF 120 avance de 1,4% au même moment. Le repli est à lier aux informations de Bloomberg. L'agence de presse a rapporté dans la nuit de mercredi à jeudi que Sodexo envisageait depuis plusieurs mois un rachat du groupe américain Aramark, un important concurrent du groupe tricolore en Amérique du Nord. Les sources proches du dossier citées par l'agence ajoutent qu'il n'y a "pas de certitudes que les délibérations mènent à une transaction". Contacté par BFM Bourse, Sodexo n'a pas souhaité commenter ces informations. Aramark offre, comme Sodexo, des services de restauration collective et de "facilities management" (services de nettoyage, réparations d'ascenseurs, etc...) aux entreprises, aux hôpitaux ou encore aux écoles et universités. Sa capitalisation boursière, de 9,8 milliards de dollars, est comparable à celle de Sodexo

(11 milliards d'euros). Sur son dernier exercice, Aramark avait dégagé des revenus de 18,8 milliards de dollars, en croissance de 16% en données comparables. Sodexo avait lui publié des revenus de 20,2 milliards d'euros, en hausse de 17% en données comparables sur son exercice 2022-2023. Un peu à l'image de Sodexo, qui a scindé son activité de titres restaurants et cadeaux Pluxee en février, Aramark a opéré une scission, avec l'introduction en Bourse l'an passé de son ex-filiale Vestis, spécialisée dans la fourniture et l'entretien de vêtements de travail. "D'un point de vue stratégique, Sodexo a été à la traîne de la croissance nette de ses concurrents ces dernières années, de sorte qu'Aramark serait un moteur de croissance utile avec des synergies probablement significatives. Toutefois, compte tenu des parts de marché détenues, nous pensons que l'antitrust pourrait être un problème dans certaines régions", décortique Jefferies. L'établissement calcule qu'une opération permettrait à Sodexo de se renforcer en Amérique du Nord, un marché important et en forte croissance pour la restauration collective, avec un important mouvement d'externalisation des services de restauration. Le nouvel ensemble combiné aurait une exposition de 60% à ce marché, contre 46% pour Sodexo, estime-t-il. La banque remarque néan-

moins qu'au vu de la capitalisation boursière d'Aramark, Sodexo pourrait être contraint de financer le rachat à la fois avec un mélange important de dettes et de titres. Ce qui peut expliquer la crainte du marché. De plus, Jefferies prévient que si un rapprochement devait être lancé, cela représenterait une opportunité pour un autre concurrent, le britannique Compass, qui pourrait gagner des parts de marché pendant que Sodexo se concentrerait sur l'intégration d'Aramark. Royal Bank of Canada dresse un constat assez similaire. La banque juge que ce rapprochement permettrait à Sodexo de bénéficier "d'une répartition géographique et sectorielle plus attrayante, ainsi que d'un 'pricing power' accru". Cependant, les antagonismes (des synergies négatives, NDLR) et les obstacles antitrust constituent un risque et les investisseurs ont généralement mal réagi aux fusions-acquisitions à grande échelle dans le secteur des services aux entreprises", prévient l'établissement canadien. Parmi les "antagonismes" possibles, Royal Bank of Canada fait valoir que certains clients des deux groupes pourraient demander des renégociations de contrats ou choisir de relancer des appels d'offres. Elle évoque aussi de potentielles difficultés à conserver les employés en raison de différences culturelles.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 26 Septembre 2024				
Valeur : 30 Septembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.3056	132.3206
1	EUR	EURO	147.3355	147.3655
1	GBP	POUND STERLING	176.5723	176.6159
100	JPY	JAPANESE YEN	91.1886	91.2053
1	CNY	CHINESE YUAN	18.8464	18.8499
1	CHF	SWISS FRANC	155.6353	155.6713
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.1860	98.2044
1	DKK	DANISH KRONE	19.7793	19.7827
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0286	13.0323
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.4917	12.4957
1	AED	UAE DIRHAM	36.0192	36.0272
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2664	35.2723
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.3626	433.6958
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.4386	43.8752
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7094	13.7110
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8749	28.0174
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3319	3.3423
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.1618	179.1618

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street finit en ordre dispersé, record pour le Dow Jones

La Bourse de New York a terminé sans direction claire vendredi, une information défavorable à Nvidia contrebalançant de bonnes nouvelles concernant l'inflation. Le Dow Jones (+0,33%) a enregistré un nouveau record en clôture, tandis que l'indice Nasdaq s'est replié de 0,39% et l'indice élargi S&P 500 de 0,13%. Les indices majeurs new-yorkais ont longtemps évolué de concert dans le vert, avant que le Nasdaq se retourne et entraîne avec lui le S&P 500. Ce revirement est dû, selon Angelo Kourkafas, d'Edward Jones, à une information de l'agence Bloomberg selon laquelle les autorités chinoises cherchent à dissuader les entreprises locales d'acheter des puces conçues par le géant américain Nvidia. Le gouvernement entend ainsi stimu-

ler l'industrie chinoise des semi-conducteurs et la repositionner dans la course à l'intelligence artificielle (IA). Outre Nvidia (-2,13%), les grands noms américains du secteur ont aussi souffert, notamment Micron (-2,17%) et Marvell Technologies (-3,35%). Le Nasdaq a aussi été sapé par un autre membre de son top 10, la chaîne de supermarchés de demi-gros Costco (-2,71%). Les investisseurs ont sanctionné un chiffre d'affaires inférieur aux attentes, même si le bénéfice net a dépassé les projections des analystes. Le directeur financier Gary Millerchip a indiqué que les consommateurs se tournaient davantage vers les prix les plus bas dans l'alimentaire. Le fléchissement de plusieurs dettes du Nasdaq a plus que com-

pensé le bon accueil qu'avait réservé la Bourse de New York aux indicateurs du jour. Le rapport PCE a mis en évidence un ralentissement de l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis, tombé à 2,2% sur un an en août contre 2,5% le mois précédent. Dans le même temps, les dépenses des ménages n'ont augmenté que de 0,2% sur un mois, soit le rythme le moins élevé depuis janvier. "L'inflation n'est plus le sujet central du rapport PCE pour la Fed (banque centrale américaine)", a expliqué Jamie Cox, d'Harris Financial Group, "c'est la consommation et la santé de l'économie." "La Fed avait raison de baisser son taux d'un demi-point (lors de sa dernière réunion)", a poursuivi l'analyste, pour qui "ces données laissent penser qu'une nouvelle réduction d'un demi-point est probable en no-

vembre." Le marché obligataire a réagi dans ce sens. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 2 ans est passé à 3,56% contre 3,63% la veille en clôture. La place new-yorkaise avait aussi été séduite, initialement, par le redressement de l'indice de confiance des consommateurs, selon l'enquête mensuelle de l'université du Michigan, au plus haut depuis cinq mois. Le Nasdaq en berne, les investisseurs se sont reportés sur des actions délaissées. Le secteur de l'énergie a ainsi été recherché, à l'instar d'ExxonMobil (+2,68%) et de Chevron (+2,46%). "Les investisseurs ouvrent leur horizon (...) et osent se tourner vers des valeurs plus cycliques", c'est-à-dire théoriquement plus sensibles à la conjoncture, selon Angelo Kourkafas.

Ailleurs à la cote, Boeing a avancé (+1,13%) alors que direction et syndicat des mécaniciens (IAM) doivent reprendre vendredi leurs négociations pour tenter de s'entendre sur un nouvel accord social, qui mettrait fin à la grève. Le groupe d'hôtellerie et de casinos Wynn Resorts a bondi (+7,24%) après la publication d'une note positive de Morgan Stanley, qui croit au potentiel du groupe aux Emirats arabes unis et à Macao. Après la série d'annonces de Pékin destinées à relancer l'économie et les marchés financiers, les valeurs chinoises cotées à New York progressent encore sensiblement. Parmi elles, l'entreprise technologique NetEase (+2,69%), notamment éditrice de jeux vidéos, ou le géant des moteurs de recherche Baidu (+2,54%).

ITALIE

Rome vise l'équilibre budgétaire primaire en 2024

L'Italie équilibrera probablement son budget primaire cette année, en excluant les paiements d'intérêts sur la dette publique, a déclaré le ministre de l'économie vendredi, alors que Rome prépare un plan budgétaire à moyen terme pour approbation par la Commission européenne.

Le pays vise à atteindre un excédent primaire significatif au fil du temps afin de maîtriser une dette colossale qui s'élève à près de 140 % du produit intérieur brut (PIB), soit le deuxième niveau le plus élevé de la zone euro derrière la Grèce.

"Je pense que dès 2024, nous atteindrons l'objectif d'un budget primaire équilibré", a déclaré le ministre Giancarlo Giorgetti lors d'un événement à Parme, dans le nord de l'Italie.

Ses remarques suggèrent une légère tendance à l'amélioration des finances publiques tendues du pays, après que le Trésor ait prévu en avril un déficit budgétaire primaire de 0,4 % du PIB pour 2024. L'Italie a fait l'objet d'une procédure de déficit excessif de la part de l'UE cette année, car son déficit global pour 2023 s'élevait à 7,4 % du PIB, soit le taux le plus élevé des pays de la zone euro.

Dans le cadre de son plan budgétaire, qui doit être envoyé à Bruxelles début octobre après approbation du Parlement, le Trésor confirmera un engagement antérieur visant à ramener le déficit sous le plafond de 3 % du PIB fixé par l'UE en 2026.

Rome entend également se conformer à la dernière réforme des règles budgétaires de l'Union européenne, qui prévoit une réduction lente mais régulière du déficit global et de la dette à partir de 2025, sur



une période de quatre à sept ans, en fonction des engagements pris en matière de réformes et d'investissements stratégiques.

À cette fin, le Trésor s'est engagé cette semaine à limiter à près de 1,5 % l'augmentation annuelle moyenne des dépenses primaires nettes de l'Italie, un indicateur qui mesure les composantes des dépenses sous le contrôle direct du gouvernement.

Le gouvernement dévoilera l'ensemble de son plan budgétaire la semaine prochaine, après avoir pris en compte l'impact des révisions à venir des données de croissance économique pour la période 1995-2023 par le bureau national des statistiques ISTAT.

"Les séries historiques de données sur le PIB subiront une correction à la hausse, modeste mais à la hausse. Toutefois, cela ne résout pas nos problèmes budgétaires", a déclaré M. Giorgetti.

Malgré le manque de marge de manœuvre budgétaire et l'engagement de maîtriser le déficit, M. Giorgetti a déclaré qu'il avait l'intention de rendre permanentes les réductions temporaires des cotisations sociales et les réductions d'impôts pour les personnes à faibles et moyens revenus.

Ces deux mesures sont actuellement en vigueur jusqu'en décembre et leur prolongation coûtera aux caisses de l'État environ 15 milliards d'euros (16,75 milliards de dollars) par an.

ESPAGNE

La croissance devrait atteindre 2,8% cette année

La Banque d'Espagne a relevé fortement ses prévisions de croissance pour l'économie espagnole, avec 2,8% désormais attendus en 2024, en raison notamment de la forte fréquentation touristique et de l'augmentation de la population, soutenue par l'immigration.

La Banque d'Espagne a relevé donc ses prévisions. Dans le détail, la croissance du pays devrait ainsi atteindre 0,6% au troisième trimestre, après 0,8% lors des deux trimestres précédents. Sur l'ensemble de

2024, la hausse du produit intérieur brut (PIB) atteindrait 2,8%, soit 0,5 point de plus que les 2,3% jusqu'alors attendus. « L'activité économique espagnole devrait conserver un rythme d'expansion soutenu au troisième trimestre », après avoir « surpris à la hausse » ces derniers mois, souligne l'institution monétaire dans ses nouvelles projections macroéconomiques, qui insistent sur la « vigueur » de l'économie ibérique. La prévision de la Banque d'Espagne est plus opti-

miste que celle du gouvernement de Pedro Sánchez, qui s'attend à une croissance de 2,4% cette année. L'institution explique cette dynamique par « une combinaison de facteurs » allant de « l'augmentation de la population via les flux migratoires » à « la résistance de l'industrie manufacturière », en passant par la « solidité de la demande extérieure », portée par le tourisme international. En effet, selon l'organisation patronale Exceltur, le pays d'Europe du Sud devrait accueillir

90 millions de touristes étrangers cette année, contre 85,1 millions l'an dernier. Les recettes générées par le tourisme devraient, quant à elles, dépasser pour la première fois la barre des 200 milliards d'euros. Ce « dynamisme extraordinaire » s'accompagne d'un « processus de diversification géographique et saisonnière », permettant de mieux répartir les retombées économiques du tourisme sur le territoire et dans le temps, insiste la Banque d'Espagne dans sa note économique.

ALLEMAGNE

Nouvelle récession en vue pour l'économie en 2024

L'Allemagne devrait voir son Produit intérieur brut (PIB) de nouveau baisser en 2024, de -0,1%, ont estimé jeudi les principaux instituts de conjoncture du pays, qui ne parvient pas à sortir de la crise de son modèle industriel.

"En plus de la faiblesse conjoncturelle, la transformation structurelle pèse également sur l'économie allemande", a estimé Geraldine Dany-Knedlik, de l'institut berlinois DIW, dans un communiqué. Le PIB allemand a déjà reculé de -0,3% en 2023.

Par rapport à leur dernière prévision du printemps, cela représente une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage pour 2024 et de 0,6 point pour 2025.

L'économie allemande risque ainsi de reculer pendant deux ans de suite. Bien qu'une reprise soit attendue dans le courant de l'année, la croissance ne retrouvera pas son rythme pré-pandémique, selon le groupe de cinq instituts (DIW, Ifö, IfW Kiel, IWH et RWI). Pour les deux années suivantes, les instituts prévoient une faible reprise avec

des hausses de 0,8% en 2025 et 1,3% en 2026.

Le ministère allemand de l'Economie Robert Habeck devrait à son tour ajuster cet automne sa prévision de croissance pour 2024, actuellement à +0,3%. L'économie allemande a longtemps profité d'une énergie bon marché, grâce aux accords de livraisons de gaz russe passés avec Moscou, et d'exportations dynamiques, notamment en Chine.

Ces deux modèles sont aujourd'hui en crise, d'une part du fait de la guerre en

Ukraine et de l'autre en raison de la faiblesse de la demande mondiale et des tendances protectionnistes.

Sur le marché du travail, la légère hausse du chômage, à 6% de la population active fin août, en données brutes, tandis que les faillites et plans de réduction des effectifs frappent diverses entreprises du pays.

Cela devient un facteur de préoccupation chez les consommateurs, qui sont plus enclins à épargner par précaution au lieu de dépenser leur revenu, ce qui va peser sur la reprise économique.

POUR RELANCER L'ÉCONOMIE

Pékin envisage d'injecter près de 130 milliards d'euros

La Chine envisage d'injecter dans ses banques d'État près de 130 milliards d'euros pour relancer une activité à la peine, ce qui constituerait une première depuis la crise financière de 2008, affirme jeudi l'agence Bloomberg.

Le géant asiatique a dévoilé cette semaine une salve de mesures destinées à stimuler son économie, les plus importantes depuis plusieurs années, dont des réductions de taux d'intérêt et des prêts immobiliers moins chers.

Nombre d'analystes et d'investisseurs estiment qu'un soutien accru de l'État est nécessaire pour que la deuxième économie mondiale puisse atteindre son objectif de croissance en 2024 ("environ 5%").

Pékin réfléchit désormais à injecter jusqu'à 1.000 milliards de yuans (128 milliards d'euros) dans ses banques d'État pour accroître les liquidités dans son système financier, selon l'agence d'information économique Bloomberg, qui ne précise pas ses sources.

Tensions géopolitiques

Le financement proviendra principalement de l'émission de nouvelles obligations d'État. Les détails ne sont pas finalisés et sont susceptibles d'évoluer, affirme Bloomberg.

Le géant asiatique est en proie à une crise inédite de son vaste secteur immobilier, une confiance morose des ménages et des entreprises, ce qui pénalise la consommation, tandis que les tensions géopolitiques avec Washington et l'Union européenne menacent son commerce extérieur.

La Chine doit dévoiler à la mi-octobre son chiffre de la croissance pour le troisième trimestre. Elle vise une hausse du PIB d'environ 5% en 2024, un objectif jugé optimiste par nombre d'économistes en raison des difficultés actuelles. Ce taux ferait rêver nombre de nations développées, mais il reste pour le pays bien loin de l'expansion fulgurante qui l'a propulsé ces dernières décennies vers les sommets de l'économie mondiale.

NOUVEAU HYMER GRAND CANYON S 700

Le fourgon tellement classe de 7 mètres et 170 ch sur Mercedes Sprinter

usqu'à ce dimanche, les visiteurs de l'édition 2024 du Salon VDL peuvent se rendre sur le stand de l'allemand Hymer pour découvrir le Grand Canyon S 700, un fourgon aménagé qui ne manque ni d'audace ni de souffle.

Près de 7m de long (6,97m précisément), ça vous pose un fourgon ! Dans une livrée noire du plus bel effet, le Grand Canyon S 700 2025 sur Mercedes Sprinter, fait le beau sur le stand du constructeur allemand jusqu'à dimanche à Villepinte.

Un vrai 4x4... en option

Mû par un moteur 417 CDI lui aussi d'origine Mercedes pouvant développer jusqu'à 170 chevaux (150ch de série), ce très grand fourgon premium est en quelque sorte la version longue du Canyon S qu'on connaît déjà. Typé baroudeur avec ses généreux passages de roues, sa remarquable garde au sol et ses gom-mards "tout-terrain" de 16", le modèle Hymer dispose de quatre roues motrices (en option), histoire d'aller explorer des terrains inaccessibles à d'autres.

Lavabo escamotable

Un fourgon pour voyageur averti donc, dont l'habitacle propose de série des lits jumeaux "transformables" en couchage king size pour deux adultes de 2m x 1,68m. A noter qu'en option, le S 700 peut ajouter un couchage de deux places supplémentaires, à la faveur d'un toit relevable (1,95m x 1,35m) auquel on accèdera via une échelle. Côté équipement toujours, le Grand Canyon de Hymer se dote d'un salon avec banquette face route agrémentée d'une petite table, d'une kitchenette équipée - qui peut s'agrandir via une rallonge - à deux feux gaz, d'un lavabo escamotable et d'un réfrigérateur, avec compartiment congélateur, au volume intéressant de 90 litres. Un fourgon



2.0 aussi, dont les principales fonctions du véhicule peuvent être contrôlées directement via l'application Hymer Connect.

Une salle de bains magique !

Taillé pour les chemins de traverse mais avec style, le fourgon Hymer (au chauffage Truma 6D sur carburant) comporte de nombreux rangements et une soute permettant de caser un vélo. Et une salle d'eau dite Vario, qui transforme, via une paroi pivotante, en un seul geste l'espace WC en une configuration laissant toute la place à une vaste douche avec bac XL. Vendu à partir de 103 885€ (eh oui, quand même), la version optimisée du Hymer Grand Canyon S 700 qui trône sur le stand du constructeur est quant à elle facturée 137 360€. Le prix de l'évasion à bord d'un fourgon aménagé vraiment très classe.



Une exotique Ferrari F40 non pas rouge... mais "menthe à l'eau" !

Produite entre 1987 et 1992 à 1 311 exemplaires, la Ferrari F40 était obligatoirement livrée laquée d'une peinture rouge à ses heureux propriétaires. Mais suite à un accident, l'exemplaire que vous avez sous les yeux a changé de couleur et pas n'importe laquelle. Une teinte légitime qui a reçu l'approbation du constructeur. Ultime supercar lancée en 1987, du vivant d'Il Commendatore qui s'éteignit l'année suivante, la Ferrari F40 fut produite très exactement à 1 311 unités jusqu'en 1992. Avec pour particularité d'être à l'origine, à la sortie d'usine, toutes laquées de rouge - Rosso Corsa - à l'instar de tous les bolides de courses de la Scuderia. Certains propriétaires, souhaitant da-



vantage d'originalité, ont repeint leur bolide mais la démarche n'a jamais été reconnue par la marque au Cheval Cabré. A l'exception de l'exemplaire que vous avez sous les yeux qui date de 1991. La teinte vert pale, à la limite du turquoise, a reçu l'approbation de la marque qui a même créé pour l'occasion une série de modèles réduits aux échelles 1:8 et 1:18 arborant cette couleur si particulière. Ainsi adoubée, cette Ferrari F40 qui est restée Matching Numbers a reçu le surnom de Mint Forty.

Mais d'ailleurs pourquoi avoir choisi cette teinte ?

Le premier propriétaire du bolide, un allemand, a eu un accident en 1998

suite auquel il s'est décidé à s'en séparer. L'acquéreur de cette F40, un néerlandais à l'issue de la réparation eut alors l'idée saugrenue de remplacer le rouge d'origine par ce vert menthe vraiment singulier. Outre une volonté très affirmée de se distinguer, cette nuance s'avère néanmoins parfaitement légitime puisque le second propriétaire s'est inspiré de la couleur Verde Pallido de la Ferrari 250 GTO qui devait initialement être pilotée par Stirling Moss lors des 24 Heures du Mans en 1962. Pour l'anecdote, le véhicule n'a jamais pris le départ de la célèbre course Man-celle, car il fut victime d'un accident quelques semaines auparavant à Goodwood en Angleterre.

AVEC UNE AMENDE DE 91 MILLIONS

Meta se souviendra qu'on ne plaisante pas avec le RGPD et les données de ses utilisateurs

La Commission irlandaise de protection des données ne laisse rien passer quand il s'agit de celles des utilisateurs.



Meta vient d'en faire les frais. 4 ans après avoir découvert, lors d'un audit, le stockage en clair des mots de passe de centaines de millions d'utilisateurs, le géant des réseaux sociaux s'est fait épingler pour violation du RGPD. Montant de l'ardoise : 91 millions d'euros. L'affaire remonte à 2019, quand Facebook, pas encore rebaptisé Meta, avait reconnu du bout des lèvres avoir stocké « par erreur » les mots de passe de certains utilisateurs en clair sur ses serveurs. Un mois plus tard, rebelote : l'entreprise admettait que des millions de mots de passe Instagram étaient également concernés. Selon un employé, ce sont même jusqu'à 600 millions de comptes qui avaient été touchés, certains mots de passe traînant en clair depuis 2012. Il n'en fallait pas moins à la Commission irlandaise de protection des données (DPC) pour ac-

cuser le futur Meta de violation flagrante du sacro-saint RGPD européen.

Une négligence qui coûte cher

Pendant des années, les mots de passe de centaines de millions d'utilisateurs ont été stockés sans la moindre protection sur les serveurs de l'entreprise. Si l'on ajoute à cela qu'ils étaient accessibles à plus de 20 000 employés de Facebook, et également à la merci des hackers ou collaborateurs malveillants, il y a de quoi tomber de l'armoire. Il n'existe pas, à notre connaissance, un expert en cybersécurité qui ne vous exhortera pas à chiffrer vos mots de passe. Le stockage en clair, on oublie. C'est le b.a.-ba de la protection des données personnelles. On a du mal à comprendre, dans le cas de Meta, qui doit pourtant disposer d'une armada de spécialistes en sécurité et d'un budget ad hoc rondet, com-

ment une telle négligence a pu être possible, et aussi longtemps. La Commission irlandaise de protection des données n'a pas manqué de le souligner dans sa décision. Elle a épinglé Meta pour plusieurs violations du RGPD : non-notification de la faille dans les délais, absence de documentation adéquate, et surtout, manquement à l'obligation d'utiliser des mesures techniques appropriées pour garantir la sécurité des données.

Le RGPD, un tournant pour la protection des données

L'affaire Meta est un exemple, s'il en fallait un, que le Règlement général sur la protection des données (RGPD) était nécessaire. Avant sa mise en place en 2018, les entreprises pouvaient souvent s'en tirer avec un simple « Oups, désolé » en cas de fuite de données. Aujourd'hui, les excuses ne suffisent plus. Pire, elles sont inefficaces. Le RGPD a introduit des obligations strictes en matière de protection des données personnelles. Les entreprises doivent non seulement prendre des mesures techniques adéquates pour sécuriser les informations, mais aussi notifier rapidement toute violation et documenter scrupuleusement leurs pratiques. C'est sur l'ensemble de ces points que la DPC accuse Meta d'avoir failli. Mais le RGPD n'a pas qu'un rôle de censeur. L'un de ses objectifs vise à responsabiliser les entreprises dans leur gestion des données personnelles. Il ne s'agit pas seulement d'éviter les fuites, mais aussi de repenser fondamentalement la façon dont les informations sont collectées, stockées et utilisées. C'est une notion que Meta, malgré ses déclarations d'intention, semble avoir du mal à intégrer. On ignore si c'est la raison pour laquelle la DPC a assorti la sanction financière d'un blâme.

Le réalisateur de Terminator rejoint une start-up spécialisée dans l'IA... pour empêcher le Judgment Day ?



Et si la réalité de demain finissait réellement par rejoindre la fiction (et le Jugement dernier) d'hier ? C'est la question que l'on peut se poser face à l'arrivée du réalisateur James Cameron (Terminator) au sein du conseil d'administration de Stability AI. Explications. Il y a quarante ans, le réalisateur américain James Cameron proposait dans les salles obscures son tout nouveau long-métrage, un certain Terminator (une nouvelle série animée est d'ailleurs disponible sur Netflix). Sur fond de voyage dans le temps, le film évoquait alors la menace que pourraient faire naître des robots créés par une superintelligence issue de la singularité technologique. Aujourd'hui, James Cameron rejoint une société... d'intelligence artificielle.

James Cameron en pince pour Stability AI

En effet, le réalisateur américain vient tout juste de rejoindre le conseil d'administration de la société Stability AI. Celle-ci est notamment à l'origine du modèle de génération d'images à partir de textes de Stable Diffusion, mais aussi de Stable Audio, un générateur de musique boosté à l'IA. « J'étais à l'avant-garde de l'image de synthèse il y a plus de trente ans, et je suis resté à la pointe depuis. Aujourd'hui, l'intersection de l'IA générative et de la création d'images en CGI constitue la prochaine vague », indique James Cameron. Le réalisateur embrasse donc la nouvelle tendance IA, et considère que la convergence de ces deux moteurs de création permettra aux artistes de raconter des histoires de manière inédite.

Une IA au cœur de nombreuses controverses

Du côté de chez Stability AI, on ambitionne de transformer les médias visuels du siècle à venir, en offrant pour cela aux créateurs un catalogue complet d'outils boostés à l'IA, pour donner vie à toutes leurs idées. Rappelons que le président du conseil d'administration est Prem Akkaraju, lequel a notamment œuvré chez Weta Digital, la société d'effets spéciaux de Peter Jackson, mais aussi sur les films Avatar. Pour Sean Parker, président exécutif de Stability AI (et ancien de Facebook et Napster) : « Nous sommes incroyablement enthousiasmés par le potentiel illimité de collaboration créative entre les plateformes de médias génératifs et la communauté artistique. » Rappelons que l'IA avait notamment permis à Megafon de réaliser une publicité avec Bruce Willis en 2021... mais sans la présence réelle de l'acteur américain. Évidemment, cette prise de position de la part de James Cameron fait débat du côté de Hollywood. Si certains grands noms du cinéma (Guillermo Del Toro, Hayao Miyazaki...) ont d'ores et déjà exprimé leurs craintes à propos de l'usage de l'IA, d'autres y voient le futur du divertissement, et la possibilité d'offrir aux spectateurs une expérience toujours plus immersive.

Brèves

Faillles dans le système d'impression Linux

OpenPrinting Common Unix Printing System (CUPS) utilisé dans les systèmes Linux pour imprimer est touché par plusieurs vulnérabilités. Celles-ci ouvrent la voie à de l'exécution de commandes à distance dans certaines conditions. « Un attaquant distant non authentifié peut remplacer discrètement les URL IPP des imprimantes existantes (ou en installer de nouvelles) par une URL malveillante, ce qui entraîne l'exécution de commandes arbitraires (sur l'ordinateur) lorsqu'un travail d'impression est lancé (à partir de cet ordinateur) », a prévenu le chercheur en sécurité Simone Margaritelli. Pour se protéger, les utilisateurs peuvent désactiver/désinstaller

le service CUPS ou bien mettre à jour ce package.

Air France s'associe à Starlink

La compagnie aérienne française va proposer du WiFi gratuit à bord de ses appareils grâce à la connexion satellitaire de Starlink. Les voyageurs pourront se connecter dès l'été 2025 avec leur compte Flying Blue, le programme de fidélité de la société. Comme l'indique nos confrères des Echos, le système Starlink se contente d'une antenne fixe et ne nécessite pas la pose d'une antenne mobile. L'avantage est donc de garder l'aérodynamisme de l'avion et de ne pas impacter la consommation de carburant. Le débits annoncés sont

théoriquement de 500 Mbit/s. A noter que la couverture des satellites en orbite basse de Starlink ne couvre pas tous les territoires, soit par manque de satellite, soit par l'embargo des Etats-Unis sur certains pays.

ARM rabroué par Intel

Dans la tourmente et en pleine restructuration stratégique, le fondateur américain est sollicité par de nombreux fournisseurs qui se proposent de lui racheter quelques pans de ses activités. Dernier prétendant en date, le britannique Arm (détenu par le japonais Softbank) qui aurait bien mis la main sur sa branche produits selon Bloomberg. Une proposition rejetée par Intel qui lui aurait déclaré que la société n'était pas à vendre.

Mots fléchés

Corps de métier				Agence spatiale européenne		24 heures		Livre avec bulles		Lisse Service de table qui est un bien de la famille		Entrée au Vietnam	
Concordance		Détention		Force								Passage neigeux	
Débris		Grande école				Boîteux		Service hospitalier		Ville auvergnate			
		Tas								Obtenue			
					Dynastie de peintres flamands								Sucres simples
					Titane								
La loi du silence							Voie citadine				Sommes reçues	Saison chaude	
Poteau													
							Types						
Mousseux italien					Passer-partout					Visage			
					Contestes					Deux romain			
Dictateur et maréchal yougoslave		Ville allemande					Filles d'un frère						
		Modéré											
				Troisième personne du singulier			Habit imperméable					Métal précieux	Rivière du Congo
				Bagnole			Sain						
Baptisée						Sélénium				Aussi			
Première page						Bedaine				Boisson à l'eau			
			Maison en bois					Unité de mesure					
			Infini										
Supposé	Pays champenois					Rivière bretonne					Roi de Juda	Griffe de rapace	
	Marrantes												
								Piège à poissons					
Inspiratrice		Dieu de l'Amour		Ville roumaine	Gambades						Bagages		Apprendre
								Refuge Revenus réguliers sans avoir à travailler					
						Ville des Bouches-du-Rhône							
Décora					Léger					Le cinéma est le septième			
					Partie d'intestin					Bon geste			
Distrac-tion							Qui a de gros os						
Goutte-lette de salive										Ecchymose			
										Bradype		Beau perroquet	
										Baie jaune			
Coupelle de labo		Tantale		L'Estonie							Capucin		
				Soldat US									
			Mômes								Longue période		
Conifère						Usagé				Poisson			

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Neuf morts et 176 blessés en 24 heures

Neuf (9) personnes sont décédées et 176 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tlemcen où trois personnes sont mortes et huit autres ont été blessées, suite à 18 accidents de la route, précise la même source. D'autre part, le dispositif de surveillance des plages a procédé à 48 interventions pour le sauvetage de 24 personnes de noyade, dont une (1) évacuée vers l'hôpital. Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus, suite à une explosion de gaz dans un appartement situé au 4e étage d'un bâtiment dans la commune de Mascara. Par ailleurs, le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte a procédé à l'extinction de 10 incendies du couvert végétal à travers plusieurs wilayas.

EL-OUED

Une production de plus de 2,5 millions qx de tomate de plein champ attendue cette saison

Une production de plus de 2,5 millions de quintaux (qx) de tomate de plein champ, d'arrière-saison, est attendue cette saison dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris dimanche auprès de la Chambre locale de l'Agriculture. La récolte est prévue sur une superficie cultivée de plus de 3.600 hectares (ha), en hausse par rapport à la saison dernière, suite aux "bons" résultats obtenus, a expliqué le président de la chambre Djelloul Othmani. La culture de la tomate de plein champ est concentrée notamment dans les communes à vocation agricole de Hassi-Khelifa, Debila, El-Magrane, Trifaoui, Reguiba, Guemmar et Sidi-Aoun. La wilaya d'El-Oued se place en tête des régions productrices de tomate de plein champ (hors serriculture), dont la récolte s'étale de décembre à février, pour être écoulée à travers le territoire national. Pour cela, un marché national a été aménagé dans la commune d'El-Magrane (25 km Nord-est de la wilaya). La wilaya d'El-Oued renferme une superficie agricole exploitée de 105.500 ha, qui gagne annuellement du terrain avec une moyenne atteignant jusqu'à 5%, selon la Chambre de l'Agriculture.

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET COMMERCE TRANSFRONTALIER ILLÉGAL

73 affaires traitées par les Douanes en six jours

Les services des Douanes ont enregistré, du 20 au 26 septembre en cours, 73 affaires liées à la lutte contre la contrebande et le commerce transfrontalier illégal, indique dimanche un communiqué de la Direction générale des Douanes. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le commerce transfrontalier illégal, les brigades opérationnelles des Douanes, activant à travers l'ensemble du territoire douanier, ont enregistré, en coordination avec les différents partenaires de sécurité, un bilan de saisie conséquent, du 20 au 26 septembre courant», lit-on dans le communiqué. Cette opération a permis de saisir 197.649 comprimés psychotropes, 52,74 kg d'ecstasy, 218.200 paquets de cigarettes, 81.600 litres de carburant, plus de 160 moteurs et pièces de rechange pour véhicules, ainsi que 309 unités de munitions de chasse et 240 téléphones portables. Par ailleurs, 24.500 euros, 5.500 dinars tunisiens, 2.056 unités de diverses boissons alcoolisées et plus de 2.500 unités de produits cosmétiques et de soins corporels ont également été saisis. S'ajoutent à cela 268.280 kg de denrées alimentaires subventionnées et de large consommation, 88.970 litres d'huile de table, ainsi que d'autres produits saisis. Le nombre de contrevenants concernés par ces affaires s'élève à 98, tandis que le nombre de véhicules utilisés pour la contrebande est estimé à 54, indique le communiqué soulignant que le montant total des amendes imposées s'élève à environ 3 milliards de dinars, conclut le communiqué.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 30 septembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



GOUDJIL REÇOIT LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE

Volonté commune de diversifier les domaines de coopération

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a reçu, hier à Alger, la présidente de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, Mme Urska Klakocar Zupancic, indique un communiqué du Conseil. Lors de cette rencontre, les deux parties ont abordé «l'état des relations interparlementaires et la volonté des deux parties de les développer», mettant l'accent sur l'«importance de la coordination et de la concertation dans le cadre des groupes d'amitié parlementaires, ainsi que des échanges de délégations entre mes deux pays». Les deux parties ont salué, par la même occasion, l'ouverture des ambassades dans les capitales des deux pays respectifs, exprimant «leur satisfaction quant à la dynamique croissante des relations bilatérales, fondées sur l'amitié et le respect mutuels». Ils se sont également félicités «du niveau de croissance de ces relations, grâce à la volonté commune des deux parties d'élargir les horizons et de diversifier les domaines de coopération». A cet égard, la présidente de l'Assemblée nationale de Slovénie a exprimé la satisfaction de son pays quant à «la qualité des relations de coopération qu'il entretient avec l'Algérie», appelant à «mettre à contribution cette dynamique pour renforcer les

relations bilatérales et intensifier les liens de croissance mutuelle au bénéfice des deux parties». Elle a ajouté que «les capacités d'élargir la coopération bilatérale restent disponibles, notamment dans les secteurs de la technologie, de l'intelligence artificielle, du tourisme, ainsi que de l'éducation et de l'enseignement». Les deux parties ont également abordé «les développements régionaux et internationaux, source de préoccupation à plusieurs égards». Le président du Conseil de la nation, «après avoir rappelé les principes de la politique étrangère de l'Algérie, qui est engagée dans une politique de non-alignement», a réitéré «la condamnation de l'Algérie des agressions brutales commises contre le peuple palestinien frère, ainsi que des atteintes à la souveraineté du Liban, dénonçant les assassinats systématiques, lâches et odieux, tout en fustigeant l'hypocrisie et l'aveuglement des politiques menées par les pays occidentaux». Il a souligné, à cet égard, que l'Algérie «a toujours opté pour des solutions politiques et diplomatiques pour résoudre les conflits», réaffirmant «le soutien officiel et populaire de l'Etat algérien à la Palestine sœur et sa position en faveur d'une solution juste et globale à la question palestinienne». Il a, dans ce contexte, convié la République

de Slovénie à «œuvrer aux côtés de l'Algérie au sein des Nations unies, notamment au niveau du Conseil de sécurité, pour trouver une solution équitable à la question palestinienne, conformément aux chartes et résolutions de l'ONU». Pour sa part, la présidente de l'Assemblée nationale de Slovénie a réaffirmé la «position claire» de son pays sur la situation dans les territoires palestiniens, appelant à «un cessez-le-feu immédiat» et affirmant que la Slovénie «soutient la solution des deux Etats pour instaurer la paix et la concorde dans la région». En ce qui concerne la question sahraouie, M. Goudjil a réaffirmé «la position constante et de principe de l'Algérie, exprimée à plusieurs reprises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, fondée sur le droit inaliénable du peuple sahraoui frère à l'autodétermination, conformément aux objectifs et principes de la Charte des Nations unies». La présidente de l'Assemblée nationale slovène a souligné, de son côté, que son pays «soutient le processus onusien et encourage le respect de la légalité internationale», estimant que la résolution de cette question «doit se faire dans un cadre pacifique et en aboutissant à une solution juste et durable».

L'ONU PRÉVIENT

Les gaspillages alimentaires génèrent jusqu'à 10 % des émissions mondiales

Des agences des Nations Unies ont affirmé, dimanche, que les gaspillages alimentaires génèrent jusqu'à 10 % des émissions mondiales et leur réduction permettrait de réduire les émissions agricoles de 4 % et la malnutrition de 153 millions de personnes d'ici 2030. A l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages alimentaires (29 septembre), l'ONU a prévenu que "plus de 13 % des aliments sont perdus dans le monde après la récolte et avant

d'être vendus au détail. Le gaspillage dans les services alimentaires et à domicile atteint 19 %". L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, révèle que "les pertes et gaspillages alimentaires génèrent entre 8 et 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le méthane résultant de la décomposition a un impact encore plus important que le dioxyde de carbone". A l'occasion de la journée, la FAO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement

(PNU) avertissent que "réduire ces chiffres est essentiel pour améliorer la sécurité alimentaire, protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique". Le directeur général de la FAO, Qu Dongyu, a souligné "la nécessité d'un financement accru pour lutter contre ce problème et promouvoir une répartition plus équitable des ressources alimentaires". Selon le chef de l'agence des Nations Unies, en réduisant les pertes et le gaspillage alimentaires, les pays et les communautés peuvent bénéficier d'une meilleure sécurité alimentaire, d'un accès à une alimentation saine et d'une réduction de la malnutrition, tout en réduisant leur empreinte de gaz à effet de serre". Selon une enquête de la FAO, pour la période 2024 à 2033, on s'attend à ce qu'en réduisant de moitié les pertes et le gaspillage alimentaires, les émissions mondiales de gaz à effet de serre dans l'agriculture diminueront de 4 %. Le nombre de personnes sous-alimentées devrait diminuer pour atteindre 153 millions d'ici 2030.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS-DOUANES

Signature d'une convention de pour l'introduction de nouvelles spécialités

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et la Direction générale des Douanes ont signé, dimanche, une convention visant à introduire de nouvelles spécialités dans ce domaine. La convention a été signée par le directeur des finances et des moyens au ministère, Aissa Brahimi, et la directrice du Centre national de la formation douanière, Lebou Sabrina, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, et le Directeur général des Douanes, le général-major

Abdelhafid Bakhouch. S'exprimant à cette occasion, M. Merabi a indiqué que cette convention vise à définir les domaines de coopération entre les deux parties, notamment l'enrichissement de la nomenclature nationale des spécialités de la formation et de l'enseignement professionnels, et ce à travers l'introduction de nouvelles spécialités liées au domaine des douanes, ainsi que la contribution au développement des compétences des formateurs et des encadreurs. Le ministre a souligné qu'une commission conjointe procédera, en vertu de cette convention,

"à l'élaboration d'un plan d'action annuel pour définir les activités à réaliser entre les deux parties, tout en mobilisant tous les moyens nécessaires à cet effet". Le général-major Bakhouch a, à son tour, indiqué que cette convention constituait "une avancée importante" en matière d'échange d'expertises dans le domaine de la formation entre les deux parties, affirmant que la DGD accordait "une importance majeure à la formation", en adoptant "une vision future et de grandes ambitions", notamment dans le domaine de la numérisation.